METROPOLITAN TORONTO
CENTRAL LIBRARY
APR - 5 1976

Volume 4 1976
No. 6
Toronto 25c
MERCREDI
LE 17 MARS 1976

# Courrier Sud

BUREAU 204
64 EST. RUE CHARLES,
TORONTO,
ONTARIO M4Y 1T1
961-3335

ENREGISTREMENT NO. 3197

## Formulaires d'enregistrement bilingues promis par le gouvernement d'Ontario

"Au niveau du bilinguisme, nous avons scoré des points", déclarait Rémy Beauregard, directeur-général de l'Association canadienne-française de l'Ontario, jeudi dernier, à la suite d'une rencontre des dirigeants de l'ACFO et d'autres organismes ontariens, avec une vingtaine de représentants du gouvernement Davis, à Queen's Park.

M. Beauregard mentionnait la politique du bilinguisme annoncée par le coordonnateur provincial du bilinguisme, M. W.A.B. Anderson, selon laquelle "toute formule qui devra servir à identifier et enregistrer les Francophones et à leur donner accès à des services" sera bilingue.

Selon le président général de l'ACFO, M. Jean-Louis Bourdeau, cette victoire n'est qu'un pas vers l'obtention de nombreux autres droits pour les Franco-Ontariens. L'ACFO organise, à chaque année, une rencontre avec le premier ministre et des membres du Cabinet de la province afin de discuter de projets et exiger des réponses aux demandes des Francophones.

La note dominante de la rencontre de jeudi dernier, était la crise scolaire de Windsor. Courrier Sud en parle plus longuement dans la présente livraison.

Le premier ministre William Davis assistait à une partie de la réunion qui était présidée, cette année, par M. Robert Welch, le Ministre de la Culture et des Loisirs. Le ministre de l'Education, M. Thomas Wells et son adjoint parlementaire, M. Lorne Maek, étaient du groupe. On y rencontrait aussi le Dr Harry Parrott, ministre des Collèges et Universités, M. F.S. Miller, ministre de la Santé, M. James Taylor, ministre de la Justice, et M. René Brunelle, président du Conseil des ministres. Les députés francophones Albert Bélanger, de Prescott-Russell et Osias Villeneuve, de Stormont - Dundas - Glengarry, y assistaient également.

En plus de M. Bourdeau et M. Beauregard, la délégation de l'ACFO comprenait les deux vice-présidents, Mme Gisèle Richer, et M. Wilfrid Sarrazin et deux directeurs, M.M. Aurèle Bénéteau et Lionel St-Jean. M. M. Jean Coughlin et Jacques Schybert, président et sécrétaire-général, représentaient l'Association des Enseignats Franco - ontariens (AEFO). M. Marcel Lefebvre représentait l'Association Parents-Instituteurs (API), M. André Roch représentait Direction-Jeunesse et Mme Legault représentait les Guides catholiques. On comptait parmi les délégués, Mme Denise Guilbert, de Leamington, président du Comité-Action pour l'école secondaire de la région de Windsor, M. Aurèle Bénéteau, vice-président, ainsi que trois élèves : Michel Pignal, Suzanne Murray et Yvon Dionne.

"Nous étions très heureux de la présence du premier ministre Davis" a-t-on expliqué à la conférence de presse qui suivit la réunion. "Lui-même n'avait pas grand-chose de significatif à nous dire, mais il est venu nous écouter. Il sait très bien, par exemple, que nous ne lâcherons pas avant d'obtenir notre école française à Windsor".

Un mémoire qu'avait préparé l'ACFO pour présentation au groupe ministériel, posait des questions au ministère de l'Education, au ministère des Collèges et Universités, au Ministère de la Culture et des Loisirs, au Ministère de la Santé ainsi qu'au Procureur général. D'autres questions se posaient au sujet de l'Office de la Télécommunication éducative de l'Ontario (OTEO) et sur les politiques du bilinguisme.

Au niveau du bilinguisme, les gouvernements font une distinction entre les formulaires qu'on présente aux gens, et les publications des ministères. Quant aux formulaires, la politique du bilinguisme est en vigueur. Mais, pour ce qui est de publications plus volumineuses, on laisse à chacun des ministères la décision d'en faire une publication bilingue, tout-anglaise ou tout-française.

L'ACFO n'était cependant pas heureuse de l'attitude des dirigeants qui, selon M. Bourdeau, "n'ont pas compris l'importance de la traduction des statuts". On sait qu'on fera l'expérience de la Cour de justice en français, à Sudbury, cette année et, selon le président de l'ACFO, il serait important qu'on traduise les lois.

## On retarde le réseau français

Le gel des dépenses gouvernementales un obstacle majeur à la mise sur pied d'un réseau de langue française de télévision éducative.

C'est ce que l'ACFO en retire de sa réunion avec les représentants du Conseil ontarien des ministres, la semaine dernière.

Mais le gouvernement assure tout de même la Francophonie ontarienne qu'on étudie la technique de réseaux jumelés qui fourniraient des services en français, accrus dans certaines régions choisies. A l'heure actuelle, il n'est pas question d'un deuxième service de base.

L'ACFO se réjouit tout de même de la création d'un comité consultatif de langue française à l'OTEO et de l'augmentation appréciable du temps réservé aux émissions de langue française, soit 17 pour 100.

Les Francophones soulignent cependant que le pourcentage est insuffisant. Mais, on est tout de même heureux de la "très haute qualité" de ces émissions.

## Problème de Windsor toujours irrésolu

"Il est déplorable que le gouvernement continue à se mettre la tête dans le sable et à s'obstiner à ne vouloir rien faire", déclarait cette semaine un représentant de l'Association Canadienne-française de l'Ontario qui parlait de la situation scolaire à Windsor.

En effet, malgré les manifestations de toutes parts en Ontario, on n'a pu convaincre le Conseil scolaire d'Essex à revenir sur sa décision de ne pas construire une école de langue française à Windsor.

Et, malgré des représentations faites personnellement au premier ministre William Davis et le ministre de l'éducation M. Tom Wells, le gouvernement refuse d'intervenir. On sait que la Commission des langues d'enseignement a, depuis longtemps, recommandé de construire cette école, mais elle n'a pas le pouvoir d'imposer sa décision.

Les étudiants du secondaire francophones de l'Ontario ont démontré, jeudi dernier, leur solidarité envers leurs confrères de Windsor. Des milliers d'élèves ont quitté leurs classes à Ottawa, dans Prescott-Russell, à Cornwall, à Sudbury et Haileybury.

Jeudi également, 15 dirigeants franco-ontariens, dont cinq personnes de Windsor, rencontraient M.M. Davis et Wells. Une trentaine d'élèves francophones de cette ville manifestaient devant Queen's Park pendant que les pourparlers se déroulaient à l'intérieur.

L'ACFO laissait entendre aux ministres que le Conseil scolaire d'Essex semble figé dans son refus et qu'il est impossible d'en accepter la décision.

En avril dernier, le conseil scolaire décidait en faveur d'une école secondaire pour 600 élèves francophones de la région. Mais, il y a trois semaines, apprenant que les octrois provinciaux avaient été réduits, on contremandait la décision par un vote de 9 contre 9.

(Suite en page 2)

## Une enquête révèle les espoirs des étudiants francophones

par Alain DEXTER, Le Droit

TORONTO - Une étude préparée par deux spécialistes de la faculté d'Education de l'Université d'Ottawa, démontre que 37 pour cent des étudiants franco-ontariens de 12e année et 43 pour cent de leurs collègues de 13e année désirent poursuivre des études collégiales et universitaires en français.

Dans un document intitulé "L'avenir des étudiants franco-ontariens", MM. Gabriel Bordeleau et Louis M. Desjardins déclarent que beaucoup des francophones attachent plus d'importance à la compréhension du français, qu'à leur façon de le parler et de l'écrire. En somme, pour bon nombre d'entre eux, cette langue demeure essentiellement un instrument de communication, plutôt qu'un mode d'expression littéraire.

Ayant été chargés d'effectuer un sondage auprès de la population étudiante francophone des écoles secondaires de la province, MM. Bordeleau et Desjardins, n'ont pas jugé bon d'effectuer des entrevues personnelles avec les personnes interrogées. Toutes les réponses ont été compilées à partir d'un questionnaire distribué grâce aux bons offices du Conseil consultatif des affaires franco-ontariennes.

Le président du Conseil, M. Omer Deslauriers, prétend qu'en laissant les étu-

(Suite en page 9)

## LES UNIVERSITÉS SUR LA SELLETTE

"Il y a très peu de pays dans le monde qui possèdent un système d'éducation post-secondaire developpé qui porte si peu d'attention à l'étude de leur propre culture, ses problèmes et ses circonstances dans son programme universitaire".

C'est en ces termes que s'exprime le Professeur Thomas Symons, commissaire des études canadiennes de l'Association des universités canadiennes, dans un rapport de 350 pages publié il y a quelques jours.

M. Symons en arrives à la conclusion que les collèges et les universités ont négligé le "contenu canadien" dans les programmes à cause d'indifférence et même d'antipathie et ont manqué en plusieurs occasions de former des Canadaiens à faire face aux problèmes typiquement canadiens dans les sciences, les professions et les arts.

M. Symons parle de l'importation générale de professeurs étrangers durant l'expansion plutôt rapide qui s'est effectuée durant les années 60. Il cite comme exemple que 40 pour 100 des professeurs en économie ne sont pas canadiens. Il en est de même pour 46 pour 100 des professeurs de géographie et, ce qui est encore pis, 35 pour cent des professeurs en sciences politiques. Et, que dire des 60 pour 100 des professeurs en antropologie qui ne sont pas canadiens?

Certains sociologues américains avouent même ne pas embaucher de professeurs canadiens car plus en embauche, plus ils poussent à en embaucher d'autres.

Le professeur Symons est cependant optimiste : il croit que la situation s'améliorera à cause des pressions qui s'exercent. C'est ce que l'on peut conclure des 1,000 mémoires et des 30,000 lettres adressées à sa commission d'étude.

Selon le rapport, nombre de savants et d'administrateurs croient que le Canada n'est pas suffisamment intéressant comme sujet d'étude

(Suite en page 2)

## Décision dans 3 semaines au sujet d'Etienne Brûlé

Le conseil scolaire de North York a retardé de trois semaines sa décision finale sur l'hébergement d'étudiants du niveau élémentaire à l'école Etienne Brûlé. Des représentants des étudiants s'étaient fortement opposés au projet.

Le Comité consultatif de Langue française du conseil scolaire rencontrait les porte-paroles des étudiants à une réunion spéciale, à 17h00, lundi dernier, avant la réunion du conseil, en soirée. Ces derniers exprimaient leur opposition au projet d'héberger les élèves d'origine francophone qui suivent présentement leurs classes à l'école Norman Ingram. On avait l'intention de séparer les élèves d'origine française des élèves d'autres groupes ethniques présentement à l'école.

Les élèves avaient appris que le conseil scolaire projetait de fermer une classe de musique, une classe de français et une partie du foyer d'entrée pour recevoir ces écoliers. Ils s'objectaient aussi à ce que des élèves beaucoup

(Suite en page 10)

# Spectacle des Tournesols à Oshawa le 11 avril

OSHAWA - Le Comité Culturel du Club Canadien en Français d'Oshawa présentera le groupe LES TOURNESOLS en concert le 11 avril, 1976 à l'école secondaire O'Neil Collegiate à 20 heure. L'école est située sur la rue Simcoe nord du côté opposé de l'Hôpital Général d'Oshawa. Le groupe aide de leur directrice S. Gisèle Pilon pratique déjà depuis longtemps pour cette occasion.

Formé d'étudiants du niveau élémentaire et secondaire, l'ensemble vocal et instrumental existe depuis de deux ans. Sous l'habile direction de S. Gisèle Pilon, ce groupe a déjà fait ses preuves et charme les oreilles de plusieurs personnes du Sud de l'Ontario.

Ils ont enregistré un disque de qualité qui leur a mérité de nombreuses félicitations et dont la renommée s'étend déjà non seulement au Canada; mais aux Etats-Unis, en France en Belgique, en Angleterre et en Irlande. Les disques sont en vente chez à Mme Claudette Godin, a/s du Comptoire du Livre, 555 Montrave Avenue, Oshawa, Ontario;

Parmi leur répertoire du 11 avril Les Tournesols chanteront certains numéros de "Mary Popins" et "Fiddler on the Roff". Pour réserver des billets on peut téléphoner à Mme Françoise Goulet à (416) 728-6340.

Les Tournesols partiront pour quelques tournées dans divers centres de la province. Le 20 mars ils doivent donner un spectacle à Welland. Les 15 et 16 mai ils chateront au Centre Culturel Tournesol à Windsor et ensuite à Sarnia respectivement.

Le 13 juin, il y aura un spectacle à Port Colborne et peut-être à North Bay.

# Rien de nouveau à la Culture

Le Ministère de la Culture et des Loisirs n'est pas prêt à créer une direction de langue française des programmes culturels et des loisirs tel que réclamée par l'Association canadienne-française de l'Ontario.

Discutant des propos de la réunion avec le ministre, M. Robert Welch, la semaine dernière, les dirigeants de l'ACFO ont avoué "qu'on n'est pas beaucoup plus en avant", suite aux pourparlers.

On a tout de même promis de consulter le comité créé pour aviser ce ministère sur les affaires françaises.

Mais, selon l'ACFO, il n'y a pas de changement à la politique du ministère.

On sait que le Conseil des Affaires franco-ontariennes a élaboré une politique du biculturalisme et du multiculturalisme qui a été soumis à M. Welch. Elle revendique un statut spécial aux cultures française, anglaise et autochtone. (Le texte de ce document passe en page 4 de la présente livraison de Courrier Sud)

# Il attend le rapport sur la santé

Le ministre de la Santé de l'Ontario, M. F.S. Miller, n'ignore pas qu'il existe des problèmes de langue pour les Francophones dans les services de la santé et prendra des mesures pour améliorer la situation.

C'est ce qu'il a promis à la délégation francophone qui rencontrait les ministres à Queen's Park, jeudi dernier.

M. Miller s'est dit au courant des problèmes dont un aperçu général lui a été communiqué dans le rapport intérimaire du Comité d'Action sur les Services de Santé en Langue française, en décembre dernier.

Le ministre attend le rapport final de ce comité - qui devrait lui être remis vers la fin avril - pour poser des gestes concrets.

"Il a conscience qu'il y a des problèmes à régler" de déclarer M. Jean-Louis Bourdeau, le président de l'ACFO. M. Bourdeau s'est dit satisfait de la réponse du ministre et attend avec intérêt la publication du rapport.

# Collèges français à l'étude

Le ministre des Collèges et Universités, M. le Dr Harry Parrott, s'est dit anxieux de recevoir les rapports du Conseil des Affaires franco-ontariennes sur l'éducation au niveau post-secondaire en français dans l'Ontario.

M. Parrott faisait allusion aux colloques organisés en Ontario par le conseil au cours desquels on fait l'analyse des cours offerts et des besoins dans les secteurs collègial et universitaire, lors de la rencontre avec la délégation franco-ontarienne, à Queen's Park. Il en étudiera sérieusement les recommandations.

Le ministre a aussi fait part d'une légère augmentation des octrois de bilinguisme offerts pour l'éducation en langue française au sein de son ministère.

M. Parrott s'est même rendu à Ottawa et a constaté la situation sur le campus du collège Algonquin, le seul collège communautaire bilingue de la province, rapporte l'ACFO.

# L'école de Windsor

(Suite de page 1)

(Une égalité fait passer la proposition à la négative).

Le gouvernement réclame que la décision finale est de la juridiction du Conseil scolaire et que le gouvernement n'a pas le droit d'intervenir. Mme Denise Guilbert, présidente du Comité d'Action de Windsor faisait remarquer aux ministres qu'ils avaient pourtant passé une loi, ce même jour, obligeant les enseignants de Kirkland Lake à retourner en classe.

Bien que le gouvernement n'ait rien promis, M. J.L. Bourdeau, président général de l'ACFO exprimait une lueur d'espoir : "Le message a passé très clairement : on s'attend à ce qu'ils (les autorités provinciales) fassent quelque chose à brève échéance".

"On ne veut pas que Sturgeon Falls se répète, mais s'il le faut, Sturgeon Falls se répètera" d'avertir le directeur général de l'ACFO, M. Rémy Beauregard. Il faisait allusion à la grève scolaire de 1971 à Sturgeon Falls qui a abouti en une victoire du côté francophone et au rapport Symons, en faveur des écoles secondaires de langue française en Ontario.

L'ACFO veut maintenant que le gouvernement nomme un arbitre, du calibre du Dr Symons, qui pourrait négocier avec le conseil scolaire. C'est prévu en l'article 255, section 4, de la loi de l'éducation.

M. Bourdeau a déclaré au premier ministre que depuis le Règlement XVII passé en 1911, les Francophones combattent pour leurs droits scolaires. "après 65 ans, nous n'allons pas lâcher..."

D'Ailleurs Mme Guilbert et M. Aurèle Bénéteau, la présidente et le vice-président du Comité d'Action de Windsor ont transmis un message très clair : "Les Francophones de Windsor n'ont pas l'intention d'abandonner la lutte".

"Réglez ce problème ou vous nous trouverez acharnés", a laissé entendre M. Bourdeau.

# Des études canadiennes

(Suite de page 1)

et de recherche. Ou encore, ils sont d'avis que les problèmes canadiens ne sont que d'une importance de deuxième plan.

Le rapport fait suite à trois années d'étude et de recherche de la part de M. Simon et de 15 chercheurs. Durant les audiences publiques on a répété que le manque de professeurs canadiens a entraîné une apathie et même un mépris pour les études canadiennes. Certaines universités se font même une politique de ne pas offrir de cours en sujets canadiens au niveau post-gradué.

Il mentionne le manque de connaissance de l'histoire canadiennes chez les étudiants du secondaire et du niveau universitaire qui ne peuvent même pas faire la distinction entre les systèmes du gouvernement canadien et américain.

Ainsi, lorsqu'on a embauché des recherchistes pour le Musée national de l'Homme, on a dû aller chercher des personnes qualifiées aux Etats-Unis, en Irlande et en Israel, n'ayant pas de Canadiens qui pouvaient jouer ce rôle.

Bien que le Canada soit un pays bilingue, il y a un manque aigu de traducteurs et d'interprètes qualifiés. Ainsi, il a été nécessaire d'aller chercher ces gens qualifiées dans les autres pays, surtout en Europe, pour former les Canadiens.

Les gradués d'université au Canada devraient connaître les deux langues officielles et pouvoir converser dans la langue seconde, recommande M. Symons. Les institutions devraient établir un tel objectif et les gouvernements fédéral et provinciaux devraient offrir des subventions dans ce but.

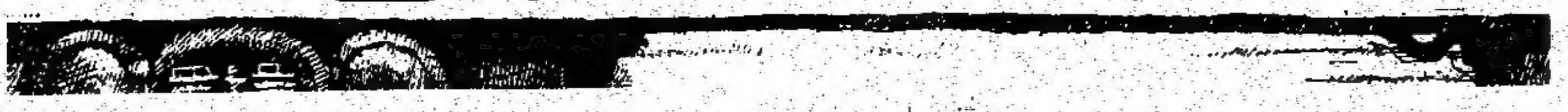

l'économille

de Toronto à
MONTRÉAL $17.25*
LONDON $6.25*
WINNIPEG $47.00*

C'est ce qu'il vous en coûtera, en dehors des périodes de pointe, pour voyager *en tout confort* avec le CN. Les réductions pour personnes de 65 ans et plus ainsi que pour les groupes s'appliquent toujours et permettent de réaliser d'appréciables économies. Demandez le dépliant Rouge, Blanc et Bleu chez votre agent de voyages ou passez nous voir au bureau des Ventes Voyageurs du CN, vous constaterez que nos tarifs sont en plein dans le mille!

CN

Pour communiquer en français sans frais composer: 1-800-261-8627.
*Tarif Rouge, aller, en voiture coach.



# Conférence de l'Alliance Française à Toronto lundi

par Olivier BERNARD

Sur ma table de travail, voisinent de bon accord ce que j'appellerais mes deux bréviaires : "La Défence et Illustration de la Langue Françoyse", et un opuscule de la même taille, une "Défence", s'il en est, mais beaucoup plus récente, "En Français malgré tout..." de M. Marc Blancpain. Mes prétentions de besogneux des lettres n'iront pas jusqu'à introduire l'auteur du premier ouvrage; me bornerai-je, tout au plus, à quelques mots respectueux sur l'auteur du second, M. Marc Blancpain, Secrétaire Général de l'Alliance Française de Paris, de la visite duquel notre ville de Toronto s'honorera les 22 et 23 mars prochains.

J'ai eu, à quelques reprises, le plaisir de rencontrer M. Marc Blancpain et je me rappelle par exemple notre dernier entretien; j'avais eu l'honneur, l'hiver dernier, de déambuler en sa compagnie dans le site unique du Fort Rouge et de la Grande Mosquée de Lahore. Monsieur le Secrétaire Général est de ceux qui vous laissent l'impression de rassembler en eux les qualités d'un homme international, l'honnête homme voyageur de notre époque, et celles d'une personnalité profondément attachée à sa culture nationale.

Il est l'homme de sa Thiérache natale comme l'était Paul Claudel de son Tardenois. Son enfance est éprouvée au feu du malheur national : la grande guerre, l'incendie et l'occupation de son village. Puis, la montée, par étapes, examens, concours, de l'école primaire de Nouvion à la rue d'Ulm. Une ascension, avec pour corde d'assurance, la langue française; depuis le picard de sa grand'mère, "un objet de haute époque", jusqu'au poli du français de Sorbonne.

A vingt ans, il est à Genève, participant à ce que nous appellerions de nos jours un séminaire multi-national; il est encore étudiant de Normale Supérieure. Deux années plus tard, il y revient comme professeur à l'Ecole Internationale. Trois ans passent et il est au Caire, professeur au Lycée Français. Il y rédige une Histoire de l'Egypte Contemporaine, de même qu'il avait publié à Genève une Histoire de la Conférence du Désarmement. Il est fait prisonnier pendant la deuxième guerre mondiale. Dès la Libération, il participe à la renaissance de la Radio Française, collabore à la rédaction du Parisien Libéré et publie des articles dans différentes revues telles que Les Nouvelles Littéraires, La Revue des Deux Mondes...

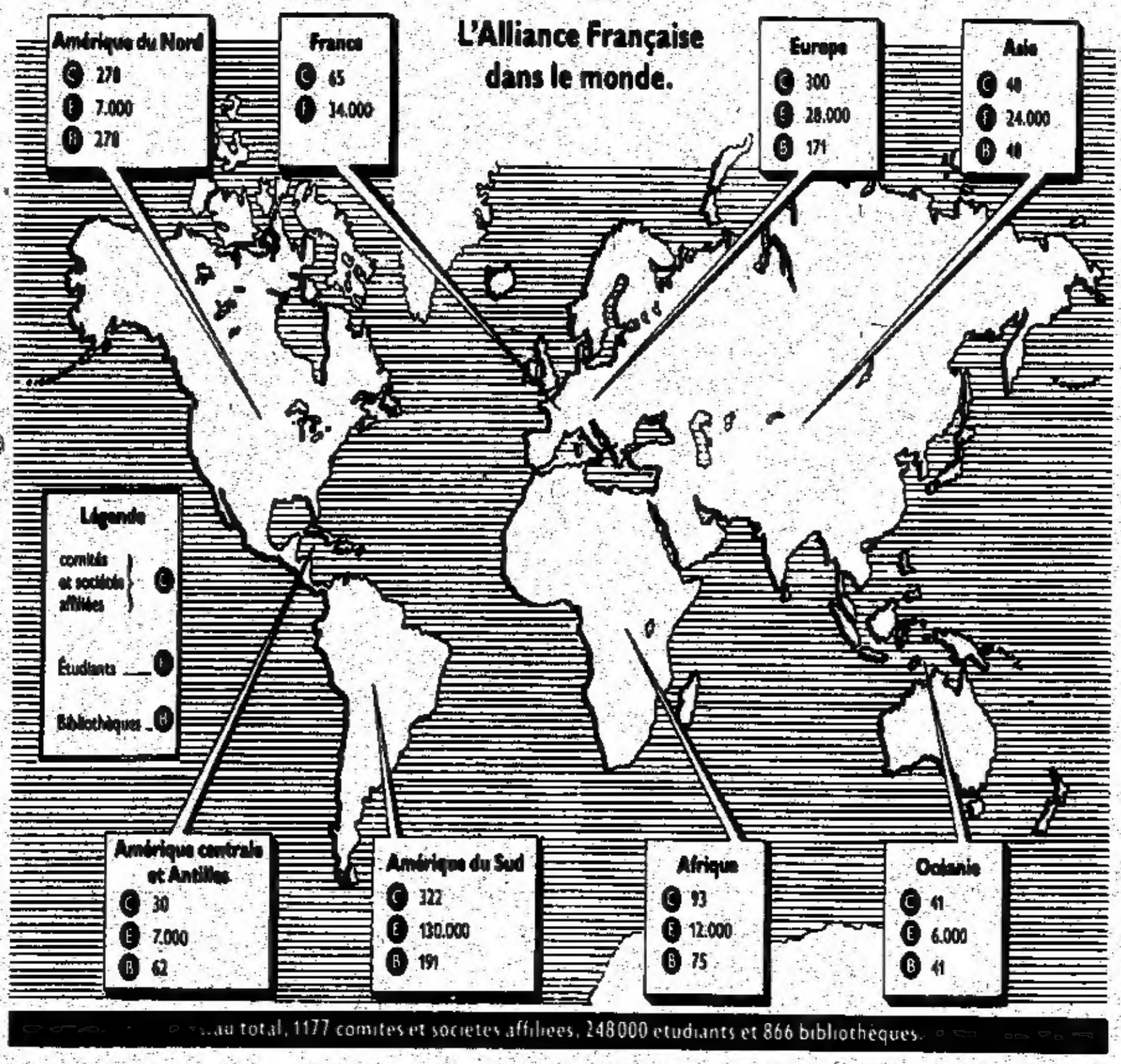
Il est élu Secrétaire Général de l'Alliance Française en 1944 et partage alors son temps entre une intense activité d'homme de lettres et la Direction qui lui a été confiée.

M. Marc Blancpain, auteur d'une vingtaine de romans, de nombreux contes, nouvelles, essais, ouvrages historiques, est un homme de lettres connu, un écrivain puissant qui se confie aisément à une langue qu'il possède et qu'il aime. Il s'est vu décerner de nombreux prix littéraires dont le Grand Prix du Roman de l'Académie Française, le Prix Courteline, le Grand Prix du Rayonnement Français... Ses ouvrages, dont plusieurs ont été traduits, tirent ample bénéfice de l'étendue de son expérience et du nombre de ses voyages. Il fait chaque année un tour du monde, visitant quelques dizaines des 1350 Alliances Françaises du globe. A chaque Comité autonome qu'il rencontre, il apporte les conseils de sa longue expérience, l'humour et la clarté de sa langue, le soutien souvent concret du Département Français des Relations Culturelles et un souffle de coopération internationale.

La langue française, pour M. Marc Blancpain, n'est pas une affaire de politique culturelle ni même de méthode, c'est une question de conviction et de certitude. Convictions et certitude dont il nous fera part lors de la conférence qu'il donnera le lundi 22 mars à 20 heures, dans le Grand Hall de Hart House, à l'Université de Toronto, sur le sujet :

"L'AVENIR DU FRANCAIS, LANGUE INTERNATIONALE OU IDIOME LOCAL"

Avec les voeux chaleureux de l'Alliance Française de Toronto.




## L'Alliance assure la diffusion du français dans le monde

L'Alliance Française de Toronto est un groupe dont on entend souvent parler. Mais, combien en connaissent l'histoire, le rôle et les buts?

Nous passons un abrégé de cette organisation.

L'Alliance Française est une Association privée, reconnue d'utilité publique, fondée à Paris en 1883 pour assurer la diffusion de la langue et de la civilisation française à l'étranger.

- Plus de 1,250 Comités à l'étranger qui groupent les amis de la langue et de la culture françaises,
- 55 Comités en France qui s'emploient à faire connaître et à soutenir son action à l'étranger,
- 215,000 étudiants dans ses lycées et écoles de langue française des cinq continents,
- Des tournées de conférences, des expositions, des séances de cinéma, des concours de langue française dans plus de 100 pays étrangers,
- Des émissions radiophoniques diffusées par 52 postes dans le monde,
- Un Bulletin pédagogique servi à 11,500 professeurs étrangers de langue française et la mise au point et le patronage de plusieurs collections et manuels de langue française et de civilisation françaises.

Le Siège de l'Association est à Paris, 101, Boulevard Raspail et 34, rue de Fleurs, Y sont réunis :

-Le Secrétariat Général et les services centraux de l'Alliance Française (Comptabilité, Service de l'enseignement français à l'étranger, Service du livre, Service des expositions, Service des conférences, Service des examens à l'étranger, Service des bourses).

- L'Ecole Internationale de langue et de civilisation françaises, fréquentée chaque mois par 8000 à 10,000 étudiants, 35,000 étrangers y font chaque année des études. Elle a inscrit en français, depuis sa réouverture en 1945, plus de 700,000 étrangers appartenant à 127 nationalités.
- Une Résidence, un Bar et un Restaurant pour étudiants étrangers (125 chambres, 1,600 repas par jour), une Amicale des élèves, un Cercle d'Accueil, un service d'Hôtes Payants, un service Social (logement des étudiants, placement au pair dans les familles, etc.)
- Une Salle de Spectacles : le Théâtre "Rive Gauche".

## Elèves de 2 langues se rencontrent à Toronto

Une expérience intéressante faisait rencontrer les élèves de quatrième année d'une école de langue anglaise et ceux d'une école de langue française, à Toronto, dernièrement.

Le élèves de Mlle Marie-Thérèse Forand, professeur de français à l'école Holy Family, se rendaient en autobus à l'école Sacré-Coeur où ils rencontraient les enfants de 3è et 4è années de la classe de Mlle Labonté.

Au cours de la rencontre, les élèves anglophones s'en tiraient très bien dans des représentations de saynètes en langue française. L'Ecole Sacré-Coeur présentait des spectacles de marionnettes.

Selon Mlle Forand, ce fut un éveil chez les petits anglophones et même chez beaucoup de leurs parents qui ne savaient même pas qu'il y avait des écoles de langue française à Toronto.

## 1,500 personnes perdent la vie en Ontario

Les statistiques de la voirie ontarienne révèlent que 1,500 personnes ont perdu la vie sur les routes de la province en 1975. Le chiffre des tragédies représente une hausse malheureuse de 52 vies, comparativement à celui de 1974.

CONSEIL SCOLAIRE DE NORTH YORK

ECOLE ELEMENTAIRE DE LANGUE FRANCAISE A NORMAN INGRAM

Les parents qui désirent inscrire leurs enfants à l'école élémentaire de langue française à Norman Ingram pour l'année scolaire 1976/77 peuvent le faire dès à présent soit en se présentant à l'école, soit en écrivant à :

Norman Ingram Public School
50 Duncairn Rd.,
Don Mills, Ontario
M3B 1C8
Tél : 444-4261

VOYAGES KENNEDY BUREAU LTÉE

296 ouest, rue Queen, Toronto, Ontario M5V 2A1 Tél: 362-3226
A VOTRE SERVICE ... en français Demandez MARCEL

424 ouest, rue BLOOR, TORONTO - M5S 1X5 Demandez Suzanne ou Hélène

VOYAGES EN U.R.S.S. ET L'EUROPE DE L'EST
2 ou 3 semaines avec GUIDE FRANCAIS

● Mer ● Air ● Chemin de fer ● Assurances ● Services complets

Communiquer avec nous pour vos voyages d'affaires et vacances, soit en Amérique du Nord, soit outre-mer.

VOYAGES KENNEDY - 50 ANS D'EXPERIENCE DE 1926 - 1976

# editorial

## Position juste sur la culture française en Ont.

Le Conseil des Affaires franco-ontariennes vient de rendre public sa position sur la culture canadienne-française en Ontario.

Cette position fait suite au Colloque culturel tenu en novembre dernier à Elliot Lake. Elle a été étudiée longuement au cours de deux réunions régulières du Conseil. Celui-ci espère que cette position exprime l'opinion de l'ensemble des franco-ontariens et qu'elle suscitera un intérêt croissant pour la promotion de la culture.

Cette position a été transmise au ministère des Affaires culturelles et des Loisirs pour que ce ministère en tienne compte lors de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques du gouvernement au niveau culturel.

BUT

Le but de ce projet est d'exposer au Ministre des Affaires Culturelles et des Loisirs la position du Conseil Consultatif des Affaires Franco-ontariennes sur la culture française en Ontario.

POSITION DU CONSEIL

I - Le Conseil affirme qu'en Ontario la culture canadienne-française est sur pied d'égalité avec les cultures anglaise et autochtones.

II - Le Conseil est convaincu que la reconnaissance de ce statut de la culture canadienne-française en Ontario doit se concrétiser par une participation active des francophones au sein du ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs à l'élaboration des lignes de conduite et à leur mise en oeuvre en ce touche les Franco-Ontariens.

III - Le Conseil maintient que la responsabilité de la promotion et de l'épanouissement de la culture canadienne-française en Ontario incombe en premier lieu aux Franco-Ontariens. Néanmoins, des mesures gouvernementales doivent fournir aux Franco-Ontariens des moyens efficaces pour leur permettre de s'acquitter de cette responsabilité.

LE STATUT DE LA CULTURE CANADIENNE-FRANCAISE EN ONTARIO

La déclaration de Vincent Massey, président d'une commission royale d'enquête sur la culture en 1964, exprime très bien la position du Conseil sur le statut de la culture canadienne-française en Ontario en 1976.

"Le plus grand contraste entre la nation américaine et la nôtre est que le Canada est une nation ayant deux langues et, fondamentalement, deux cultures.

Je vous dis franchement et en toute humilité qu'il nous a fallu, à nous les Canadiens anglophones, assez longtemps pour nous rendre compte que nous avons deux cultures dans notre pays et que nous concitoyens, les Canadiens-français, étaient là avant nous.

Il ne faut pas oublier que plus d'une quart de notre population n'est ni d'origine française ni d'origine anglaise. Nous accueillons volontiers les cultures que ces nouveaux Canadiens ont amenées avec eux : nous appréciions la contribution qu'ils apportent à notre vie nationale. Pourtant, les deux races fondatrices restent les Français et les Anglais dont la langue et la culture ont une place spéciale et permanente sur la scène nationale. Il s'agit là d'un fait historique et non d'un jugement politique."

Le Conseil consultatif considère que la déclaration suivante, tirée du sommaire du Volume IV du rapport de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, s'applique tout à fait à la situation en Ontario en 1976.

"Le Canada reconnait deux langues officielles et Le fait qu'il possède deux cultures prédominantes qui ont donné naissance à deux sociétés : les francophones et les anglophones. Il s'agit de deux collectivités distinctes dans le cadre canadien général. En d'autres termes, la langue et la culture françaises ont un statut historique particulier qui ne changera pas, quel que soit le degré auquel l'immigration peut modifier l'équilibre ethnique de la population. Cela signifie que toute proposition qui présenterait le français sous l'optique d'une langue minoritaire appartenant à un groupe aux membres plus nombreux parmi les autres minoritaires est totalement inacceptable."

Le statut particulier que doivent avoir les cultures français et anglaise au Canada ne se font pas seulement sur les raisons historiques mais résulte aussi du fait que le Canada est un pays dont les deux langues officielles sont le français et l'anglais.

Culture et langue sont des concepts tellement indissociables que l'on peut reconnaître les deux langues officielles du pays sans reconnaître également les deux cultures qui s'y rattachent. Même si en Ontario la langue française ne jouit pas encore d'un statut officiel dans tous les domaines, elle est la seule langue, autre que la culture canadienne-française a droit à un statut spécial en Ontario.

L'affirmation de la culture canadienne-française en Ontario dépasse les manifestations culturelles extérieures et la simple préservation d'un patrimoine; elle s'exprime dans une évolution dynamique et caractéristique, dans une façon de vivre qui atteint le quotidien. Pour le Franco-Ontarien, sa culture est un phénomène individuel et communautaire qui exprime une façon de vivre reliée à la langue, à la famille, à diverses institutions éducatives, économiques, politiques, sociales, religieuses et artistiques.

Le Franco-Ontarien accueillent à titre d'égaux au sein de leurs institutions et organismes les francophones provenant des autres provinces et des autres pays. Cet accueil s'étend également aux non-francophones qui veulent participer aux activités sociales et culturelles française ou même s'intégrer au groupe franco-ontarien.

Le Conseil reconnait que

(Suite en page 5)

## Opposés à la peine de mort

OTTAWA (CCC) - Les membres du Conseil d'Administration de la Conférence Catholique Canadienne (C.C.C.) ont approuvé jeudi une résolution favorable à l'abolition de la peine de mort au Canada et demandé en même temps au gouvernement du pays de procéder aux justes réformes réclamées pour notre système pénitentiaire et dans tout le domaine de la justice.

C'est au cours de leur réunion régulière de février que les membres du Conseil d'Administration, regroupant des évêques venant de tous les coins du pays (dix francophones et dix anglophones), ont voté en faveur de la résolution.

Voici le texte intégral de la proposition :

"Le Conseil d'administration de la Conférence Catholique Candienne se déclare favorable à l'abolition de la peine de mort, au Canada, et en même temps demande au gouvernement d'opérer, de façon urgente, les justes réformes réclamées pour notre système pénitentiaire et dans tout le domaine de la justice".

"C'est à cause d'un sens profond du respect de la vie que les évêques ont appuyé la résolution", a déclaré Mgr G. Emmet Carter, évêque de London, Ontario, et président de la C.C.C. "Une société qui respecte le droit à la vie au point de ne pas vouloir recourir à la peine de mort pour se protéger crée ainsi une atmosphère favorable au respect des autres droits de la personne. De plus, la violence engendre la violence et la peine de mort est une mesure violente; enfin, l'esprit de l'Evangile incline à favoriser qui expriment la clémence et la miséricorde", a conclu Mgr Carter.

Rejoignant les grandes orientations de leur déclaration précedentes (1960 et 1973), cette prise de position des évêques ne nie pas à l'Etat le droit d'imposer la peine capitale si les circonstances l'exigeaient; elle n'entend pas lier chaque chrétien dans son opinion personnelle sur ce sujet; mais elle affirme clairement la position de l'organisme représentatif des cent vingt évêques catholiques du pays.

## Réunion du journal le 2 avril

"Nous allons nous en sortir", semble le thème de l'invitation lancée par le président de Courrier Sud, M. Lionel Rémillard, à la réunion annuelle de Presse-Sud Limitée qui aura lieu le 2 avril.

M. Rémillard fait allusion aux problèmes financiers du journal et de

(Suite en page 5)

## Ralliement à Harbourfront?

Un groupe de travail, composé de 10 personnes, poursuit une étude quant aux possibilités de rallier sous un toit commun la totalité des organismes d'expression française dans les domaines de la culture, des loisirs et des sports, au sein de la Communauté urbaine de Toronto.

On se souviendra qu'à la suite de deux rencontres tenues avec les représentants d'organismes francophones au cours des mois de janvier et de février 1976, les intéressés au projet "Harbourfront" ont désigné un groupe de travail ayant pour mandat d'étudier les possibilités de réunir la francophonie torontoise de toute origine dans un centre pouvant accueillir et promouvoir ses activités. "La Falaise", édifice de quelque 40,700 pieds carrés, situé au coeur du Projet fédéral "Harbourfront" de 80 acres, a retenu et retien encore aujourd'hui l'attention de la francophonie de Toronto et fait l'objet d'un renouveau d'intérêt. Est-ce un rêve en couleurs? Peut-être... mais selon notre porte-parole, l'étude est bel et bien entreprise.

Déjà, les membres de l'équipe se sont réunis à 4 reprises et le travail a été amorcé avec un sérieux inespéré. De concert avec un agent de liaison de "Harbourfront", les membres de comité se sont répartis les tâches permettant un contact prochain avec tous les organismes intéressés. Ces premiers contacts auront pour objet de connaître les besoins réels en tant qu'espace, services communs, contribution financière possible, etc... Cette phase de l'étude sera entreprise incessamment. Par ailleurs, les pourparlers se poursuivent avec les autorités du projet "Harbourfront".

Toujours selon notre porte-parole, le rêve tant caressé depuis si longtemps pourrait être brisé brusquement. Cela dépendrait du projet "Harbourfront" lui-même au sujet duquel tout est aléatoire. La réalisation de ce projet du Gouvernement fédéral dépend d'une participation à trois paliers gouvernementaux : fédéral - provincial et municipal. Jusqu'à ce jour, le Gouvernement provincial, accaparé par ses restrictions budgétaires, est loin de vouloir montrer quelque sympathie. Quant au Gouvernement municipal, on connait déjà son attitude fort négative envers la planification du plan "Harbourfront".

En dépit de cette incertitude, les membres du groupe de travail ne jugent pas leur travail inutile. Que ce soit "La Falaise" ou un autre bâtiment, les recherches démontreront les besoins communs de la francophonie torontoise. Qui peut en être certain - un centre est un centre est un centre - il n'est pas dit qu'il ne pourrait pas être ailleurs. En attendant, nos meilleurs espoirs demeurent à "La Falaise" de "Harbourfront".

Le groupe de travail espère être en mesure de rendre un rapport préliminaire à la population avant la fin avril. A cette occasion, les intéressés auront l'opportunité d'approuver les résultats obtenus ou de reduger l'étude selon les besoins exprimés.

Les membres de ce groupe d'étude sont MM. Michel Bravay, Armand Charlebois, Omer Deslauriers, Richard Fitzgérald, Gérald Gougeon, Vital Labonté, Marc Lanos, Roland Saint-Onge et Mmes Micheline Saint-Cyr et Carmen Giroux.

COURRIER SUD 64, CHARLES ST. E. TORONTO, ONT. M4Y 1T1

COUPON D'ABONNEMENT

UN ABONNEMENT A 25 NUMEROS : $5.00

NOM _____ TEL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROV. _____ CODE POSTAL _____

COURRIER SUD
est publié par
la société
Coopérative
Presse-Sud Ltée
64 CHARLES ST. E.
TORONTO, ONT. M4Y 1T1
961-3335

Courrier de langue française no 3197

MONTAGE ET COMPOSITION
ION MAZARE

SECRETARIAT ET ABONNEMENT
JOANNE D' O'DONOUGHUE

COMPTABILITE
ANITA CHENIER

# Le Comité d'action tiendra une audience à Toronto le 26

TORONTO - Le Comité d'Action sur les Services de Santé en langue française tiendra sa dernière audience publique à Toronto, le 26 mars.

Ce groupe d'étude, nommé par la Province de l'Ontario, a pour but d'enquêter dans les services offerts aux francophones, d'en faire rapport au Ministre de la Santé, M. F. S. Miller, et de recommander, s'il y a lieu, des mesures pour améliorer la situation. La préoccupation principale est de savoir si la qualité des services est affaiblie, chez les francophones, à cause de problèmes de langue.

"Il n'y a pas de doute qu'il existe nombre de problèmes", d'expliquer la président du comité, le Dr Jacques Dubois, de Welland. Des lacunes, souvent très différentes selon la localité, ont été mises à jour au cours du programme de recherche aussi bien qu'en onze audiences publiques tenues dans tous les coins de la province.

Le comité a déjà reçu environ 150 communications écrites et a également interviewer près de 160 personnes aux séances publiques.

"Nous sommes toujours intéressés à entendre les plaintes de francophones et à recevoir leurs recommandations", ajoute le président. "Mais notre mandat se termine à la fin d'avril et nous devons clôturer notre enquête d'ici deux semaines. La réunion publique du 26 mars offre une dernière occasion aux gens de nous faire connaître leurs points de vue".

Les personnes désirant intervenir à l'audience de Toronto sont priées d'en avertir les bureaux du comité - Hepburn Block - Queen's Park - (416)975-9070

Cependant la réunion est ouverte au grand public et il est même possible de se faire entendre, même si on n'en a pas avisé le comité au préalable.

La réunion aura lieu dans l'auditorium de l'école secondaire Etienne Brûlé, 800 rue Banbury, à Willowdale (York Mills Rd, entre les rues Bayview et Leslie).

# Réunion le 2 avril

(Suite de page 4)

l'espoir de la direction de s'en sortir. Il expose l'économie du journal qui a malheureusement accumulé une dette durant les deux premières années mais qui a tout de même pu réaliser un profit d'opération en 1975.

Le président expose les projets d'avenir : réduire la dette à la banque, diminuer l'intérêt mensuel et redevenir un hebdomadaire, le plus tôt possible.

Les 450 sociétaires de la Coopérative Presse-Sud recevrons cette invitation à la réunion qui aura lieu en l'école Etienne Brûlé, à Toronto à 20h00.

# Position juste sur la culture

(Suite de page 4)

la présence d'un grand nombre de groupes culturels en Ontario est un enrichissement et donne à cette province un visage multiculturel. Le Conseil considère que le multiculturalisme a sa place en Ontario, même si les cultures des deux groupes fondateurs et des groupes autochtones occupent une place spéciale.

RESPONSABILITE DU MINISTERE

L'acceptation du principe voulant que la culture canadienne-française occupe une place spéciale en Ontario doit se concrétiser dans les faits au sein du ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs, tant au niveau provincial, à Queen's Park, qu'au niveau régional.

Le Conseil croit que dans chacun de ses secteurs le ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs doit s'assurer la contribution active de Franco-Ontariens par leur nomination à des postes leur permettant de participer à la formulation et à l'élaboration de la politique du ministère et à la mise en oeuvre des décisions en ce qui touche les Franco-Ontariens.

Le bureau régional du ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs joue un rôle primordial dans la réalisation des objectifs de ce ministère. Les Franco-Ontariens de l'Ontario doivent donc avoir accès à des services régionaux dispensés par des agents qui non seulement peuvent satisfaire les besoins linguistiques de la population francophone mais sont aussi en mesure de comprendre ses aspirations culturelles.

RESPONSABILITE DE LA COLLECTIVITE FRANCO-ONTARIENNE

Le Conseil est d'accord avec le ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs qui estime que le rôle du gouvernement n'est pas de créer la culture ni de la diffuser. Ces tâches de création et de diffusion de la culture canadienne-française en Ontario incombent en premier lieu aux Franco-Ontariens.

Cependant, la vitalité et la promotion de la culture canadienne-française en Ontario ne sauraient être uniquement la responsabilité d'organismes volontaires. Le gouvernement provincial doit assumer une partie de cette responsabilité; en matière de culture il devrait accorder aux Franco-Ontariens une attention spéciale qui ne soit pas limitée par leur proportion démographique. Culture d'un des deux groupes fondateurs de notre pays, la culture canadienne-française doit disposer de toutes les ressources nécessaires à son plein épanouissement.

CONCLUSION

La position du Conseil consultatif des affaires franco-ontariennes sur la culture canadienne-française en Ontario, présentée dans le présent document, conduit aux recommandations suivantes :

1) Que le Ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs reconnaisse que la culture canadienne-française en Ontario a droit à la considération spéciale que lui vaut son statut d'égalité avec les cultures anglaise et autochtone.

2) Que des francophones soient nommés au niveau des cadres dans chacun des secteurs du ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs.

3) Que la coordination des tâches des francophones au sein du ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs soit assurée par la nomination d'un coordonnateur des affaires francophones ayant le rang et les attributions d'un sous-ministre adjoint.

4) Que le ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs assure une présence francophone dans les bureaux régionaux du ministère par la nomination de fonctionnaires qui comprennent non seulement la langue mais les aspirations des Franco-Ontariens.

5) Que le ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs appuie financièrement les organismes franco-ontariens dans le domaine des activités culturelles et sociales et celui des sports et des Loisirs.

Les membres du Conseil souhaitent que le Ministre des Affaires Culturelles et des Loisirs prenne les vues du Conseil en considération lors de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques de son ministère.

Voici les divers secteurs du Ministère des Affaires Culturelles et des Loisirs : (1) les bibliothèques et les programmes d'information communautaire, (2) la conservation du patrimoine, (3) les sports et la culture physique, (4) l'aide au multiculturalisme et la citoyenneté, (5) la protection des arts.


# Egalité des chances de crédit pour les femmes.

## Voici ce qu'a fait l'Ontario à cet effet.

En Ontario, toute femme, qu'elle soit mariée ou non, peut se voir accorder un crédit en son nom propre si ses qualifications en matière de crédit, ses biens ou ses gains sont tels qu'un homme remplissant les mêmes conditions bénéficierait d'un crédit.

Voici en bref ce que l'égalité des chances de crédit signifie.

Les organismes de crédit les plus importants de la province ont approuvé ces directives, considérant que l'égalité d'accès au crédit est un droit mais que le crédit en lui-même est un privilège.

En pratique, les directives indiquent les principes suivants:

- appliquer les mêmes normes de solvabilité aux hommes et aux femmes;
- ne pas refuser un crédit à une femme parce qu'elle a changé d'état civil;
- ne pas demander ou utiliser des renseignements sur la planification de la famille lorsqu'il s'agit d'évaluer les demandes de crédit;
- prendre, si nécessaire, le revenu du conjoint en considération lorsqu'un couple fait une demande de crédit;
- considérer la pension alimentaire et l'allocation pour enfant comme une source de revenu;
- ne pas modifier l'évaluation de la solvabilité d'une personne exclusivement en fonction de l'évaluation de celle de son conjoint;
- faire en sorte que les organismes de renseignements sur la solvabilité tiennent des dossiers distincts pour chacun des conjoints.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez écrire à:

Ontario 20
Queen's Park
Toronto (Ontario)

**Ministère de la Consommation et du Commerce**
**Sidney Handleman, ministre**

Province de l'Ontario
William Davis, premier ministre



Escompte accordé à tout abonné de Courrier-Sud.

Lyon Forge

HENRI LAURENCIN

Bur. 291-4856
Res. 751-0708

Fer ornemental, rampes d'escalier ou de balcon, grille de séparation, grille de foyer ou de cheminée, fer forgé et tout travail de fer et de soudure.

230 Nugget Avenue
Unit 2
Scarborough, Ont.
M1S 3J2

# arts, lettres et spectacles

## Distribution de vieux films par ONF et Radio-Canada

A la suite de nombreuses demandes des Canadiens concernant la réutilisation des émissions de télévision de la Société Radio-Canada, le secrétaire d'Etat, M. J. Hugh Faulkner, annonce que Radio-Canada et l'Office national du film ont mis sur pied un service national de distribution de certaines émissions des réseaux français et anglais de la Société. Radio-Canada prévoit donc déjà de mettre en circulation 90 heures d'émis-

*Antonine Maillet*

sions au cours de la présente année financière et de porter ultérieurement ce chiffre à 150 heures par année. Ce service débutera en octobre 76.

Ces émissions seront prêtées ou vendues, sous réserve d'utilisation non commerciale, à divers organismes tels que bibliothèques publiques, écoles, églises, etc.

Pour permettre une distribution plus large de ces émissions, Radio-Canada a conclu un accord avec l'Office national du film en vertu duquel un certain nombre

*Mgr Charbonneau*

de productions de Radio-Canada seront distribuées au pays par les services de l'Office national du film.

Les émissions de télévision sélectionnées parmi les meilleures du réseau français porteront sur la science, la religion, la technologie, l'industrie, la culture et l'héritage canadiens. On retrouve dans la liste de ces émissions des extraits de séries comme "Femme d'aujourd'hui; Propos et confidences (Marcel Dubé); Rencontres (Félix-Antoine Savard, Antoine Maillet et Fernand Ouellette); Dossier (Mgr Charboneau, Louis Hémond, la parapsychologie et la langue française), ainsi qu'un cours de hockey tiré de la série jeunesse Psst-Psst-ale-là..."

Les services techniques qui donneront à ces émissions une forme facilitant leur distribution seront assurés par des entreprises privées travaillant pour le compte de Radio-Canada. Ces services comprennent le tirage de films, la post-synchronisation et, au besoin, le transfert de bandes vidéo sur pellicule cinématographique.

Pour le réseau français, le service de réutilisation des émissions de Radio-Canada a été confié aux Relations internationales que

*Femme d'aujourd'hui: par Aline Desjardins*

dirige Laurier Hébert. La réalisation et l'application du plan sont sous la responsabilité de Jean Charbonneau et Henriette Thiessen.

## Le groupe d'étude déjà au travail

OTTAWA - Le groupe d'étude des arts dans la vie franco-ontarienne formé il y a près de deux mois a dressé à ce jour une liste de quelque 800 artistes, organismes et centres culturels dans la province.

C'est ce que nous laissait savoir, récemment le secrétaire permanent du groupe, M. Gaétan Vallières. Il aprécisé que ce travail servirait à rencontrer, plus tard les différents organismes représentatifs du milieu pour déterminer les causes et trouver les solutions appropriées.

Le groupe est formé de trois spécialistes du milieu, qui travailleront à temps partiel sur une période de 18 mois. Il bénéficie d'une subvention de $148,000 du Conseil des Arts de l'Ontario pour mener à bien son entreprise.

La dernière enquête publique dans le milieu culturel franco-ontarien remonte à 1969, alors que M. Saint-Denis produisait un mémoire contenant 107 recommandations.

Les trois spécialistes du groupe d'études sont MM. Pierre Savard (président du groupe) originaire de Québec, docteur en histoire et directeur du Centre de recherches en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa; Réal Beauchamp de Sudbury, professeur de français et maintenant coordonnateur en bilinguisme à l'hôpital Laurentien de Sudbury; et enfin, Paul Thompson, directeur du théâtre Passe Muraille de Toronto.

Le groupe doit se réunir les 12 et 13 mars prochains à Toronto pour établir son plan de recherches, qu'il devra soumettre au responsable francophone du Conseil des Arts de l'Ontario, M. Richard Casavant.

Le groupe d'enquêteurs pourrait éventuellement donner des contrats privés de recherches pour examiner certains secteurs particuliers de la vie artistique, comme le théâtre, la musique. Quant à la région outaouaise, elle pourrait, selon le secrétaire de l'organisme, acquérir un "statut particulier" au sein de cette recherche, en raison de la présence des deux communautés linguistiques de chaque côté de la rivière des Outaouais, du rôle joué par la Commission de la capitale nationale ainsi que de la présence du Centre national des Arts à Ottawa.

"Nous voulons pouvoir adapter nos méthodes d'enquête suivant les besoins rencontrés, de nous dire le secrétaire du groupe. L'idéal bien sûr serait d'arriver avec un questionnaire fait à l'avance et puis de recevoir des mémoires des divers organismes culturels. Mais, d'ajouter M. Vallières, les organismes en ont assez des mémoires ces temps-ci. Notre approche sera pragmatique."

## Succès de Leyrac assuré

La vente de billets pour les représentations de "Mademoiselle Marguerite" va bon train, selon la directrice du Théâtre du P'tit Bonheur, à Toronto. C'est sans doute la popularité de la vedette, Monique Leyrac, qui assure un tel succès à cette entreprise théâtrale.

"Mademoiselle Marguerite" a d'ailleurs recueilli des succès retentissants au

**Monique Leyrac**

Théâtre du Nouveau Monde, à Montréal et au Centre National des Arts, à Ottawa.

Les représentations se donneront au Toronto Workshop Productions, 12, rue Alexander, à Toronto. Elle ouvre le 20 mars pour se terminer le 24 mars. A tous les jours, le rideau lève à 20h30, à l'exception du dimanche le 21 mars alors qu'une représentation aura également lieu à 15 heures.

Les billets sont toujours en vente au Théâtre du P'tit Bonheur dont le numéro de téléphone est 466-8400.

## JOUONS AVEC LES MOTS

### B POUR . . .

Bonheur... état de satisfaction intérieure, être bien avec soi-même. C'est cela le secret du vrai bonheur. N'est-ce pas important de se connaître et d'être lucide envers soi-même afin de pouvoir être plus réceptif aux besoins et aux désirs des autres? Le bonheur est si simple; il provient de petites joies que nous recevons et que nous donnons aux autres. Le vrai "grand bonheur" existe-t-il? Je me demande si en l'attendant nous risquons pas de laisser échapper de multiples petites joies.

Le passé, le futur deux ennemis du bonheur, pourquoi ne pas vivre au présent et essayer de tirer le plus de joies possible de nos petites tâches routinières, il y a un beau côté à tout ce que nous accomplissons et ces petites tâches si petites nous semblent-elles ont une grande importance car chacun de nous a un rôle à jouer sur cette terre. L'océan n'est-il pas fait de petites gouttes d'eau?

Le monde est rempli de gens à aimer, de choses à apprecier et pour être heureux il faut pouvoir utiliser toutes nos facultés afin de jouir de tout ce qui nous est offert.

Céline H.

*Félix-Antoine Savard*

## MUSIQUE POUR TOUS

PAR FRANCINE MARSTON

Sur la même longueur d'ondes — Kébek Disk KD 703 (distribué par London)

Un nouveau microsillon de Diane Dufresne, beaucoup moins criard que les autres.

En réalité elle s'est beaucoup assagie, ce qui ne veut surtout pas dire qu'elle est ennuyante. Au contraire, ce disque m'a beaucoup plu. Les paroles sont de Luc Plamondon et la musique de François Cousineau.

Vous souvenez-vous d'Elvis Presley? Certainement et Diane Dufresne aussi. Témoin cette chanson pour l'idole: "Si tu savais, Elvis, Tout c'que t'étais pour moi, Avec ton coq en six Pis ta guitare chromée. J'avais des shakes dans l'corps Quand j'entendais Hound Dog Dans l'juke box du snack-bar Où j'vendais des hot dogs."

Est-ce du français? N'empêche que ça se comprend... Ses chansons plus souvent qu'autrement sont en joual québécois mais de temps à autre elle sera poétique et chantera dans un français qu'on pourrait qualifier, vaguement, d'international...

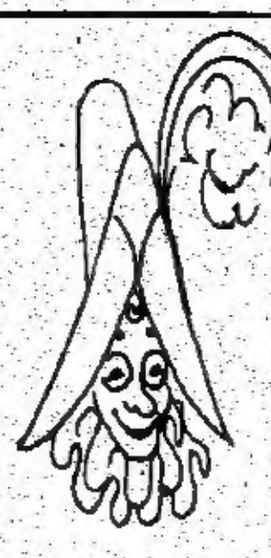
Elle est dynamique et intéressante. Il faut écouter chacune de ses chansons, les paroles en valent la peine. Il n'y a pas, dans ce disque, l'humour noir d'Opéra-Cirque; c'est drôle, sérieux à la fois, pas du tout déprimant.

## Des accidents

Il y a eu 213,689 accidents de la route en 1975. 540 accidentés prenaient place dans des automobiles, 97 étaient des motocyclistes, 16 prenaient place sur des motocyclettes, 56 étaient en bicyclette et neuf étaient en "mopeds". 774 chauffeurs d'automobiles ont été tués.

## Films français à Toronto

Le Conseil des Bibliothèques de la ville de Toronto offre durant le mois de mars une série de films canadiens dont quelques-uns seront de langue française. On compte parmi ceux-ci: La tendresse ordinaire de Jacques Leduc (19 mars) traçant un portrait de la femme et ses mille facettes; et la vie rêvée de Mireille Dansereau (26 mars) qui nous raconte les fantasmes de deux jeunes filles. Ces films seront présentes à 19.30 heures à 560 Palmerston Ave., Toronto.

LE THEATRE

POLICHINELLE

présente

sa troisième saison de théâtre

"4 PIECES SUR JARDIN"

de Barillet et Gredy

'La Lampe de Gallé' 'Betty de la Ponche'

'Toreador' et 'Joyeux Noel'

Mise en scène par CHARLES BOLSTER

SPECTACLES: Les 2, 3 et 4 avril 1976

Centre Communautaire Huron Park, 2460 Stavenbank Rd., à Mississauga

Heure: 20h00

Billets: membres - $3.00 non-membres - $3.50

étudiants - $1.00 non-membres - $1.50

Informations: 845-9505 (Oakville) (Mississauga) 822-4248

Ce spectacle est une initiative du Comité Culturel du club " A LA CLAIRE FONTAINE " de Mississauga-Oakville.

# "Les transports au Canada" à la télévision

A compter du vendredi 26 mars à 22 heures, DOSSIER présentera aux téléspectateurs de la chaîne française de Radio-Canada une série de quatre documents intitulés "Les Transports au Canada".

Réalisées par Georges Francon, ces émissions feront le point sur l'évolution des principaux modes de transport canadiens.

Jacques Ouvrard, qui a effectué les recherches pour ce Dossier, recueillera les témoignages de spécialistes et représentants de société publiques ou privées, tous impliqués dans une forme ou l'autre de transport au Canada.

Au classement des pays les plus étendus géographiquement, le Canada arrive deuxième, après l'Union Soviétique, avant la Chine de Mao.

Et pourtant, l'immensité de ce territoire (18 fois plus grand que la France) n'a d'égale que la très faible densité de sa population, environ 22 millions d'habitants répartis sur près de 10 millions de kilomètres carrés.

Ces quelques données expliquent pourquoi les gouvernements ont toujours accordé une très grande importance au développement des moyens de communication terrestres, maritimes et aériens. Aujourd'hui, le coût moyen per capita du transport au Canada s'élève à 30% de plus que dans tout autre pays.

"Voyageurs... en voiture", premier volent de la série, soulignera le rôle de chacun des moyens mis à la disposition des passagers.

M. Marc Brenckman, spécialiste attaché au Centre de développement des transports du Canada et principal témoin de cette série, fera d'abord un bref historique du transport passager au Canada.

Les voies maritimes et fluviales d'abord, pricipales avenues utilisées par nos ancêtres indiens, français et anglais.

L'avènement du chemin de fer ensuite, véritable colonne vertébrale de la Confédération canadienne, grand rêve de John A. Macdonald, qui a donné lieu aux plus vifs combats politiques de l'histoire, a aspiré d'énormes sommes d'argent et exigé de véritables prouesses techniques de la part de ses artisans.

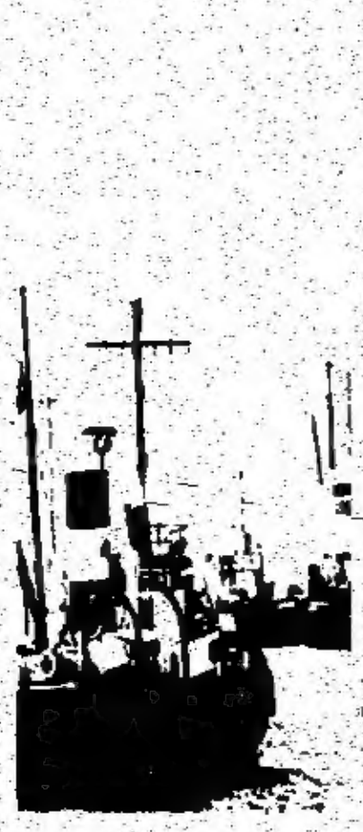
L'automobile et l'avion plus récemment, dont le développement a connu un essor prodigieux au cours de la deuxième guerre, complètent le tableau.

Aujourd'hui, les Canadiens choisissent l'automobile pour 90% de leurs déplacements. A l'opposé, l'autobus, qui constitue pourtant le transporteur - passagers le plus économique, demeure sous-estimé par les irréductibilités de l'automobile, ceux que Pierre Daninos a affectueusement surnommés "les demeurés de la pédale".

Pour les moyennes et longues distances, l'avion remporte la palme auprès des voyageurs. Ces derniers préfèrent sacrifier des sous plutôt que subir les très longs délais occasionnés par le train.

Les véhicules de demain seront à peu près les mêmes, tout en offrant une meilleure performance et un plus grand confort, dans la mesure où des restrictions financières ou énergétiques ne freineront pas leur développement.

En l'an 2000, on verra



probablement circuler des voitures électriques, dont on a déjà vu certains prototypes.

Le train sera appelé à faire les plus grands progrès, s'il ne veut pas tomber en désuétude. Déjà, utilisant les résultats de recherches en aéronautique, le Turbo offre de belles promeses d'avenir, comme le LRC (Léger, Rapide, confortable). D'autre part, si le pétrole continue à se faire rare et cher, le gouvernement se tournera peut-être vers l'exploitation systématique du train électrique.

L'autobus, s'il veut obtenir une plus grande faveur des usagers, devra surtout offrir plus de confort.

Le 2 avril, "Marchandises... en première" permettra d'examiner le changement rapide observé dans le transport de marchandises : la popularité grandissante des transports aériens et routiers par rapport au rail.

Le 9 avril, "Course... contre la glace" signalera de nombreuses voies d'accès maintenant ouvertes vers le Grand Nord. Au bateau s'ajoutèrent l'avion, la motoneige et plus récemment l'aéroglisseur.

Cette série Dossier se terminera le 16 avril par un aperçu du transport international d'un point de vue canadien. "Au-delà des... frontières" démontrera comment gouvernements et sociétés aériennes négocient l'utilisation de voies aériennes et dévoilera le pourquoi et le comment des vols nolisés, marché que se disputent âprement transporteurs régionaux, nationaux et internationaux.

# L'Escarpolette est née à Newmarket

"L'ESCARPOLETTE" : C'est le nom du nouveau bébé de la Fédération des Clubs Sociaux Franco-Ontariens. Ce club de Newmarket célébrait sa fondation le 28 février dernier, par une réunion de ses nouveaux membres divisés en quatre ateliers afin de discuter des objectifs à atteindre. On sait que Newmarket obtint des classes de langue française dès septembre dernier, sans problème. Le Conseil séparé de ce secteur furent heureux d'établir cette école pour les francophones de la région. Il faut toutefois souligner que les gens de Newmarket est un petit groupe dynamique et convaincu de ce qu'ils veulent. Les photos ci-haut furent prises durant la session des ateliers à cette occasion. A la fin des ateliers, il y eu goûter et musique par les "Coureurs de bois" de Brampton. Le club parrainant l'Escarpolette fut le "Cercle de l'Amitié de Brampton et le président M. Maurice Beaudry et sa charmante épouse étaient présents.

On remarquait parmi les invités spéciaux Messieurs : Jean Laneuville, président de la Fédération des Clubs Sociaux Franco-Ontariens, Richard Fitzgérald, agent de liaison pour le Secrétariat d'Etat à Toronto, M. et Mme Maurice Beaudry, Réjeanne Galbraith, animateur de l'Association Canadienne-Française de l'Ontario (ACFO) pour la région de Simcoe (Pénétang) ainsi qu'Irène Morin-Paraschuk, directeur à l'exécutif provincial de l'Association Canadienne-Française de l'Ontario. Le comité intérimaire est composé de cinq charmantes jeunes femmes dont la présidente est Mme Marie-Josée Posca.


# Participez à la révision des Droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme de l'Ontario a entrepris une révision complète du Code des droits de l'homme de l'Ontario.

La Commission examinera l'évolution des exigences des Ontariens en matière de droits de l'homme et fera des recommandations au gouvernement de l'Ontario en vue:

1. de renforcer le Code des droits de l'homme;
2. d'améliorer la structure et l'efficacité de la Commission des droits de l'homme;
3. d'encourager l'élaboration de programmes communautaires et éducatifs dans le domaine des droits de l'homme, qui soient constructifs et efficaces.

Les particuliers, les groupes et les organisations sont invités à soumettre des mémoires à la Commission avant le 15 mai 1976, dernier délai.

La Commission organisera également une série d'audiences publiques dans toute la province. Les lieux et dates de ces audiences seront annoncés ultérieurement.

Vous pouvez adresser toute demande de renseignements au:

Secrétaire
Comité de révision
Commission des droits de l'homme de l'Ontario
400, avenue University
Toronto (Ontario) M7A 1T7

**COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONTARIO:**

Rosalie Abella, Bromley Armstrong, Lita-Rose Betcherman, Jean Marie Bordeleau, Elsie Chilton, Valerie Kasurak, N. Bruce McLeod, Thomas H. B. Symons, *président*

Commission des droits de l'homme de l'Ontario

Ontario

# Augmentation aux taxes scolaires

Des augmentations de taxe scolaire d'environ 10 millièmes pour les contribuables de la région métropolitaine de Toronto?

C'est ce que semblent croire les dirigeants de conseils scolaires de North York et Scarborough à l'issue de la décision du Juge Charles Dubin, arbitre dans le conflit entre le Conseil et les enseignants du secondaire, qui offrait des augmentations s'élevant jusqu'à 39.2 pour 100 en deux ans.

Sans s'opposer aux augmentations, M. Mel Shipman, président du Conseil de North York, entrevoyait une augmentation de 10 millièmes. Mme Patricia Collie, présidente du Conseil de Scarborough, entrevoyait la hausse à "7, 8 et même 9 ou 10 millièmes".

Pour le contribuable moyen, une hausse de 10 millièmes représente environ 70 dollars par année.

# Majoration des salaires des enseignants

Pourvu que la Commission Pépin soit d'accord, les 8,800 enseignants du secondaire à Toronto recevront une augmentation de salaire s'élevant jusqu'à 39.2 pour 100 durant les deux prochaines années.

C'est le jugement rendu public, il y a deux semaines, par l'arbitre nommé par le Ministère de l'Education, M. le juge Charles Dubin, de la Cour d'appel de l'Ontario.

Dans un rapport de 75 pages, M. Dubin a décrit comme "irréaliste" la demande de professeurs qui voulaient une augmentation de 38 pour 100, la première année. Il accordait aux enseignants les mêmes salaires qui leur avaient été offerts par le Conseil scolaire de Toronto métropolitain durant la grève de neuf semaines en novembre, décembre et janvier derniers.

Le salaire minimum des enseignants sera élevé de $7,800 à $11,575 et le maximum, de $18,400 à $24,820. On accorde également des ententes en rapport avec le coût de la vie.

Les chiffres sont maintenant soumis à la Commission fédérale de Combat contre l'Inflation. On sait que cette commission a établi un maximum de 12 pour cent cette année, à moins de permission spéciale.

L'augmentation moyenne offerte par le juge Dubin est de 24.2 pour 100 cette année, et 12 pour 100 l'an prochain.

FOURNIER REALTY LTD.
Membre de la Chambre des Agents Immobiliers de Toronto
John Fournier
Maisons • Hypotheques • Terrains
Etabli depuis 1953
2094 Weston Road, Weston
POUR ACHAT OU VENTE
Contactez
M. John Fournier
782-4466 248-2115

ROTFARB & WINER
EXPERTS – COMPTABLES
27 PRINCE ARTHUR AVENUE, TORONTO
TEL. : 961 – 7773 – METRO : ST-GEORGE

FLORIDE
Vous aussi venez et demandez-moi pourquoi de plus en plus de francophones achetent des biens immobiliers en Floride!
Peut-être à cause de conditions très intéressantes telles que :
- le très bas intérêt de 7 pourcent
- l'hypothèque ouverte
- les terrains vastes 1/4 d'acre minimum
- le soleil - la pêche - le golf et le tennis!
Pour plus de renseignement, appelez:
489-1573
et demandez Tom Petsche de:
CAN-AM REAL ESTATE LTD.
REAL ESTATE BROKER
Authorized Ontario Representative for General Development Corporation
1000 FINCH Ave. WEST (Toronto), Ontario M3C 1Z3
OA-L-764-74

# Route 404 à 4 voies vers le Nord

Une route de quatre voies, parallèle à la route 400, entre le Don Valley Parkway allègera peut-être la circulation nord-sud, à l'entrée de Toronto.

—C'est enfin ce que l'on peut espérer à la suite de la décision d'accorder le contrat pour 2,8 milles de cette route, entre les rues Sheppard et Steeles, dans le nord de la ville. Le coût est de $6,944,272.

Cette première section de la nouvelle route est de six voies. Au nord, jusqu'à Newmarket - une distance de 18 milles - elle sera de quatre voies.

On améliorera aussi la rampe du côté sud du Parkway.

# Le ministère étudie tous les contrats

Le ministre ontarien du travail, le Dr Bette Stephenson, annonçait la semaine dernière, que son ministère contrôle toutes les ententes de travail de la province afin d'éviter la possibilité de grève et de longues négociations.

C'est, selon l'adjoint du ministre, M. Rick Donaldson, une des solutions qu'on se propose aux confrontations entre les employés et l'administration.

M. Donaldson avoue que les mesures fédérales contre l'inflation causent certains problèmes mais que le ministère y trouvera des solutions.

Il disait que la province ne peut se permettre des grèves de sept mois et demi tel l'arrêt de travail des employés d'usines de pulpe et papiers qui vient de prendre fin. Celle-ci a causé de sérieuses difficultés aux familles impliquées et il faut à tout prix les éviter.

# Cours d'été d'étudiants en français

Direction-Jeunesse veut des cours de leadership pour étudiants du secondaire, donnés en français en Ontario. Elle en a fait la demande au ministère de l'Education qui s'occupe présentement du projet.

Au cours de la rencontre avec le ministre, la semaine dernière, on a fait remarquer que les cours de leadership se donnent entièrement en anglais à Couchiching, près d'Orillia. L'an dernier, selon Direction-Jeunesse, seulement six des 23 écoles secondaires françaises de l'Ontario ont répondu à l'invitation d'y déléguer deux élèves.

Le groupe francophone est d'avis que les élèves de langue française ne sont pas à l'aise dans des cours donnés strictement en anglais.

# On demande des mesures pour éviter le mythe

L'Association des Enseignants franco-ontariens est d'avis que la pénurie d'enseignants franco-ontariens est un mythe et exige que le Ministère de l'Education pose des gestes pour améliorer la situation.

A la rencontre avec le Comité de développement social du Conseil des Ministres de l'Ontario, la semaine dernière, L'AEFO soulignait qu'il est regrettable que le ministère tolère que l'exigence de base pour être admis dans une école de formation des enseignants est le baccalauréat, sauf dans le cas de l'Ecole des Sciences de l'Education de l'Université Laurentienne à Sudbury. "L'exigence du baccalauréat est très importante et devrait s'appliquer partout", note le mémoire.

La pénurie d'étudiants, souligne L'AEFO, est due au fait que les étudiants - maîtres signent des contrats pour enseigner le français, langue seconde, ou dans les classes d'immersion.

"Les écoles de formation française préparent les étudiants à oeuvrer dans les écoles ou classes de langue française", souligne L'AEFO. "Les conseils scolaires qui ont des classes de langue française devraient donc avoir le premier choix dans l'embauche de ces étudiants.

Si vous avez un salaire minimum, cette semaine vous serez augmenté.

Le salaire minimum en Ontario a augmenté lundi 15 mars. Si, pour l'instant, votre salaire est le salaire minimum, lisez le barème suivant pour trouver le nouveau tarif qui s'appliquera à votre cas.

Nouveaux tarifs du salaire minimum

| | |
|---|---|
| Secteur général, tarif horaire | $ 2.65 |
| Stagiaire, secteur général, tarif horaire (pour le premier mois d'emploi) | 2.55 |
| Construction, tarif horaire | 2.90 |
| Gardien sur les chantiers de construction, tarif horaire | 2.90 |
| Etudiant, tarif horaire (applicable aux étudiants âgés de moins de 18 ans, travaillant au maximum 28 heures par semaine ou pendant les vacances scolaires) | 2.15 |
| Secteur des ambulances | |
| a) tarif hebdomadaire | 127.20 |
| b) tarif horaire (moins de 48 heures par semaine) | 2.65 |
| NOUVEAU: Tarif horaire minimum applicable à tout employé servant de l'alcool directement à un client, invité, membre ou habitué de tout endroit disposant d'une licence d'alcool émise en vertu de la Loi sur les permis relatifs aux alcools | $ 2.50 |

Nouveaux tarifs des pensions

Les tarifs maximums suivants sont applicables lorsque l'on tient compte du prix de la pension pour calculer le salaire minimum:

| | | | |
|---|---|---|---|
| a) hébergement | | (tarif hebdomadaire) | 11.00 |
| b) repas | (chacun) 1.15 OU | (tarif hebdomadaire) | 24.00 |
| c) pension complète | | (tarif hebdomadaire) | 35.00 |

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur les nouveaux tarifs du salaire minimum ainsi que sur la Loi sur les normes d'emploi, en écrivant ou en téléphonant à la:
Direction des normes d'emploi
Ministère du Travail de l'Ontario
400, avenue University
Toronto (Ontario)
M7A 1V2
965-5251

Ministère du Travail
Direction des normes d'emploi
Ontario
Hon. Bette Stephenson, M.D.
Ministre

Les billets aigres-doux d'

# ASMODÉE

Cette chronique paraitra tous les mois dans Courrier Sud

L'hiver venu, vous vous croyez à l'abri des feuilles mortes... qui "se ramassent à la pelle", comme le dit si bien Prévert. Mais il est une autre sorte de feuilles qui tombent, volent au vent des quatre saisons, s'accumulent sur les trottoirs et dans les rues. Il s'agit des avis publics : dépliants, feuillets, distribués aux coins et au milieu des rues, dans le métro, aux arrêts d'autobus, à la gare, à l'école, sur le parvis de l'église, enfin partout où il se présente quelqu'un pour cueillir le billet tendu ou, plus souvent, pour le refuser ou l'envoyer promener aux quatre vents.

Cette nouvelle technique de communication est née avec l'apparition des cultures dites parallèles, avec les "hippies", les cultes et sous-cultes étrangers à la religion traditionnelle, avec toutes les manifestations d'un monde urbain interlope qui ne cesse de se ramifier, de se spécialiser, de se singulariser.

Si l'on prend la peine de les lire, ces feuilles invitent au studio de massage, à la prochaine manifestation pour la défense des exilés chiliens, à un grand ralliement des forces révolutionnaires ou réactionnaires selon la couleur politique du feuillet et de celui qui le tend. On y trouve des incitations à la prière, à la relaxation ou à l'excitation, à la méditation transcendantale, au vice et à la vertu, à l'amour ou au racisme, au pour ou à l'anti quelque chose ou quelqu'un.

Faut-il s'étonner que, dans ce village dit "global", la communication de masse soit en train de se corrompre, de se désagréger en une myriade de petits papiers, effeuillés au vent et que personne ne lit? On le fait aussi par la poste, avec l'avantage d'avoir généralement une poubelle à portée de la main au moment de dépouiller son courrier. Mais comme les frais postaux ont augmenté et que la poste ne fonctionne plus du tout comme avant, ceux qui ont quelque chose à vous communiquer tenteront de vous rejoindre dans la rue.

Plutôt que de laisser s'étendre cet usage abusif d'un papier de plus en plus difficile à obtenir, ne vaudrait-il pas mieux retourner au Moyen-Age, à l'époque des crieurs publics? On verrait alors nos effeuilleurs et effeuilleuses, stationnés aux points stratégiques du grand village, troquer leur poignée de dépliants contre une bonne vieille caisse de bois, pour adresser à la populace passante le message que nul n'aurait lu.

Prions donc nos édiles municipaux de permettre l'instruction des masses en installant aux coins des rues, dans les parcs et sur les places, des séries de boîtes multicolores où grimperont les crieurs pour tenter de vendre leur camelote, leur idéologie ou leur bêtise. A coup sûr, quelque chevalier d'industrie se mettra en tête de faire fortune en vendant aux citadins des oreillères pour reposer leur pauvres têtes urbanisées de toute cette cacophonie de messages contradictoires.

# Elections au club La Salle

ST. CATHARINES - M. Charles Dupuis sera le président du Club La Salle, de St. Catharines pour les prochains douze mois. L'élection annuelle avait lieu dernièrement.

La vice-présidente est Mme Jeanne Demontigny qui assumera également la charge de trésorier par interim. La secrétaire est Mme Lucienne Farrell. Les directeurs élus sont : Henriette Bassett, Léo Beaulieu, Noel Boucher, Raymond Coyouette, Oliva Ducharme, Gaston Gaboury, Jean Groleau, Laure Kotyk. Onil Noel. On a aussi nommé des présidents aux 15 comités.

Le club organise un bingo, à tous les dimanches, au club, 111, rue Arthur, à St. Catharines.

Des danses, à la musique des Twilighters ont lieu les 20 et 27 mars ainsi que les 3, et 10 avril.

# Aspiration des jeunes

(Suite de page 1)

diants libres de répondre et qu'en préservant l'anonymat de chacun, le sondage a permis de se faire une idée plus précise des sentiments spontanés des élèves de 12e et 13e années.

Au total, 14,517 étudiants ont répondu au sondage et à partir des données ainsi recueillies, il a été possible d'effectuer un profil du franco-ontarien moyen de 12e et 13e années. Les experts ont pu également évaluer les restrictions qui limitent les projets d'étude de ces mêmes étudiants. Finalement, il a été possible d'établir une projection quant aux aspirations des élèves au terme de leurs études secondaires.

Comme tous les ouvrages du genre, l'étude remise, récemment à la presse est truffée de statistiques à un point tel, qu'il faut à des généralistes pour ne pas perdre le sens de la réalité, que révèle le sondage effectué au cours de l'année académique 1974-75.

Le premier chapitre du document consiste à cerner les éléments de référence qui peuvent permettre de se faire une idée assez précise de l'identité du franco-ontarien moyen de 12e et 13e année.

Celui-ci est âgé de 17 ou 18 ans. Il se préoccupe plus de la compréhension du français que de la façon optimale dont cette langue peut s'écrire et se parler. Il provient d'une famille où l'on retrouve de deux à quatre enfants et, selon le rapport, 15 pour cent des parents ont effectué des études collégiales ou universitaires.

QUATRE REGIONS PRINCIPALES

85 pour cent des étudiants de 12e et 13e année habitent la demeure de leurs parents, la langue parlée à la maison est le français dans 80 pour cent des cas, mais également les experts indiquent que la majorité des chefs de famille doivent recourir à l'anglais dans leur milieu de travail. Il y a 10 pour cent plus de filles chez les Franco-Ontariens de 12e et 13e année.

Marchez. Ça vous fera une belle jambe.

Marchez. Dès aujourd'hui.

L'étudiant franco-ontarien provient de quatre régions principales de la province :

1) Ottawa-Carleton (31%);
2) Sudbury, North Shore, Nipissing, Sault Ste-Marie, Espanola, Wawa, Chapleau (23%);
3) Prescott - Russell, Stormont, Dundas et Glengarry, Renfrew (19%);
4) Geraldtown, Manitowadge, Timmins, Kapuskasing, Haileybury, Cochrane, Iroquois Falls, Hearst, Kirkland Lake (16%).

L'étude démontre également que les priorités qu'établissent les étudiants francophones de 12e et 13e année se résument généralement à quatre points dans l'ordre suivant : (1) la qualité et le contenu des programmes qu'offrent les universités et les collèges d'arts appliqués; (2) l'intérêt qu'éprouvent les étudiants pour les études offertes par ces institutions; (3) la qualité de cours ou de programmes qui sont offerts en langue française; (4) le lieu de location des institutions concernées, à savoir si elles sont situées dans une région éloignée.

L'étudiant franco-ontarien de 12e année semble particulièrement attiré par les collèges d'arts appliqués. Le pourcentage d'étudiants qui favorisent ce genre d'institution est légèrement supérieur à celui de ceux qui se destinent à autre chose. En 13e année, cependant, la majorité des étudiants, soit les deux tiers, préfèrent l'université.

A la suite de ce portrait global du jeune Franco-Ontarien face à son avenir, les experts ont cru bon d'examiner dans quelle mesure l'égalité des chances et la liberté de choix s'offrent à ces individus, qui sont quand même issus d'une minorité culturelle en Ontario.

ORIENTATION

Le 2e chapitre a permis aux experts de déterminer les facteurs qui limitent la liberté de choix des étudiants d'un groupe minoritaire, dans la détermination de leurs projets d'études ou de carrières.

Le rapport note donc à ce sujet que :

1) les jeunes filles ont généralement de moins hautes aspirations que les garçons qui ont le même rendement scolaire;
2) moins le rang social de la famille de l'étudiant est élevé, plus réduits sont ses chances d'opter pour des études avancées;
3) l'incapacité des parents des étudiants de s'exprimer en anglais joue au désavantage de ce dernier, quand vient le moment de décider du genre d'étude qu'il doit poursuivre après l'école secondaire;
4) le type d'école secondaire, française ou mixte que fréquente l'étudiant franco-ontarien peut représenter pour lui un handicap dans l'orientation de sa vie. L'étude ne précise pas, toutefois, si c'est le genre d'école qu'il fréquente ou une variable quelconque s'y rattachant de près, qui explique ce phénomène particulier;
5) enfin, la connaissance de l'anglais joue un rôle prédominant dans la décision de l'étudiant de langue française de s'engager, après ses études secondaires, dans un type de spécialités académiques plutôt que dans un autre.

Le troisième et dernier chapitre de l'étude porte sur l'interprétation que semble suggérer le choix d'orientation de l'étudiant franco-ontarien de 12e et 13e année, compte tenu de son développement culturel et linguistique. Il s'agit donc d'effectuer une sorte de projection qui puisse permettre d'établir des coordonnées quant à l'avenir des étudiants au terme de leurs études secondaires.

En conséquence, l'on retrouvera une concentration d'étudiants francophones dans l'enceinte de l'Université d'Ottawa, à laquelle incombera l'obligation de tenir compte des désirs de ces jeunes Franco-Ontariens dans la formation de ces politiques en matière de bilinguisme.

D'après le choix manifesté par certains étudiants, les quelques 20 autres universités de la province accueilleront un certain nombre de francophones. L'université Laurentienne à elle seule devant en recevoir près de 500.

PREFERENCES POUR ALGONQUIN

Les étudiants qui se dirigent vers les institutions post-secondaires manifestent également une préférence marquée pour une maison d'enseignement particulière : le collège Algonquin. C'est la seule institution du genre, en Ontario, qui offre un aussi grand nombre de programmes en français. Ceci indique qu'il faut s'attendre à une concentration éventuelle d'étudiants francophones à cet endroit. Ce phénomène, selon les experts, risque de perpétuer le caractère unilingue des autres collèges communautaires, où l'on fait très peu d'efforts pour offrir des programmes en français.

En résumé, l'aspect du sondage qui traite des projets d'études et de carrières des francophones, confirme que seulement deux institutions post-secondaires ontariennes attirent vraiment les candidats de langue française : l'Université d'Ottawa et le Collège Algonquin.

Le sondage atteste donc que c'est vers Ottawa que continuera d'affluer la majorité des candidats francophones aux études post-secondaires.

A titre de conclusion, les auteurs du sondage dégagent trois recommandations globales :

1) Il est important que l'étudiant franco-ontarien ne soit pas handicapé dans ses aspirations éducationnelles à cause de sa langue maternelle. Pour ce faire, certaines institutions post-secondaires doivent maintenir ou intensifier leurs services à l'endroit de la clientèle francophone.
2) Il est souhaitable que les services offerts à la clientèle francophone ne soient pas concentrés dans une seule institution universitaire ou collégiale. Cette tendance risquerait de libérer complètement les autres institutions post-secondaires des responsabilités qui leur reviennent en matière de bilinguisme.
3) Il serait préférable de ne pas se fier uniquement aux statistiques actuelles pour augmenter ou réaménager les services bilingues dans les institutions post-secondaires. Il est raisonnable de croire que la mise en place de réseaux de programmes en français puisse être susceptible d'attirer les étudiants francophones.

MM. Bordeleau et Desjardins notent qu'il serait utile d'effectuer un autre sondage du genre afin d'évaluer les changements d'orientation susceptibles d'intervenir à mesure que de nouveaux services seront offerts par les institutions universitaires et collégiales.

LA TROUPE
CAFÉ – THÉÂTRE
de
VICTORIA COLLEGE
présente
LES VICTIMES DU DEVOIR
d'Eugène Ionesco
– Victoria College –
New Academic Building Rm.3
Les 18, 19 mars à 20h00

LE CERCLE FRANCAIS DE ST. MICHEL
a la joie et l'honneur d'annoncer
un spectacle
THEATRE ET VARIETES
pour le 19 mars 1976, a 20h00 au
Elmsley Lounge, St. Michael's College

Cette soirée comptera un grand nombre de sketches comiques, absurdes, fantaisistes, des parodies de chansons modernes et vieille époque.

UNE SOIREE A NE PAS MANQUER...

ARMIRAN TRAVEL OF CANADA LTD.
Votre Agence de Voyage FRANCOPHONE de Mississauga
vous offrent ces nouveaux *tarifs d'été

| | | |
|---|---|---|
| FLORIDE | depuis | $219.00 |
| FREEPORT | " | $219.00 |
| ACAPULCO | " | $289.00 |
| BARBADOS | " | $299.00 |
| ESPAGNE | " | $482.00 |

* Ces tarifs comprennent voyages aller-retour – transferts et hébergement.
3130 Dixie Rd. (Towers Plaza) Tél.(416) 270-9411
Mississauga, Ont., L4Y 2A8 270-9412

# Décision attendue

(Suite de page 1)

plus jeunes qu'eux se mélangent à leurs aînés. Ce fut d'ailleurs une objection sérieuse amenée au comité par certains parents.

Apprenant la nouvelle le vendredi précédent, les élèves du cours secondaire avaient quitté leurs classes durant l'après-midi et s'étaient remis en geste de protestation dans le gymnase. Ils firent alors part de leurs griefs au directeur M. de Meulemeester. La réunion se déroulait dans l'ordre et il n'y eu aucune manifestation désagréable.

Le comité consultatif et le conseil scolaire doivent donc étudier le problème à nouveau avant de prendre une décision.

# C'est le temps plus que jamais de faire valoir ses positions

Nombreux sont les plaisantins qui prétendent que la ville d'Ottawa est une ville bilingue, à l'image de ce que devrait être le Canada. Soyons honnêtes : dressons un échantillonnage personnel établi, disons, sur la durée d'une semaine, et indiquons dans un carnet le nombre de fois où l'on aura reçu une réponse en français dans la capitale fédérale canadienne, soit auprès des policiers, soit dans les restaurants, soit dans les magasins, soit même auprès de policiers fédéraux au Parlement. La colonne des réponses "anglaises" a de fortes chances de présenter un bilan de quelque 95 pour cent au bout d'une semaine. Et on ne retiendra pas ici les réponses insolentes, brutales, voire tout simplement mal élevées, obtenues ici et là d'interlocuteurs anglophones, tout ceci dans la capitale fédérale canadienne.

Mais il y a eu des améliorations sensibles à ce propos, nous dira-t-on dans plusieurs milieux. Nous en convenons avec joie, mais nous empressons de souligner que ces améliorations sont venues de l'Administration fédérale. Point, à la ligne. D'ailleurs, on nous permettra de souligner qu'avant le commencement d'introduction du bilinguisme dans la Fonction publique fédérale, soit il y a moins de dix ans, on sentait sans doute autant d'ignorance du français, dans les lieux publics d'Ottawa, mais beaucoup moins de raideur sinon d'arrogance qu'aujourd'hui.

Si la situation du français dans la ville d'Ottawa en est là, faut-il dire, avec un ex-éditorialiste du DROIT, que les Franco-Ontariens sont des "Anglais qui parlent encore français"? Nous n'en sommes point là, bien au contraire. Car il y a quelques centaines de milliers de Canadiens français en Ontario, et qui commencent à se défendre drôlement bien. On ne citera au martyrologue que le Dr W. André Lafrance pour illustrer ce regain de vigueur et de vouloir-vivre français que l'on connaît en Ontario, envers et malgré les tergiversations sommes toute hypocrites du Gouvernement ontarien. Reprenons simplement ce que disait à ce propos au début de février M. Gérard Lévesque, dans son mémoire personnel présenté à la Commission Mayo. "Dans la capitale de son pays, disait-il, un francophone ne peut pas naître légalement en français : les formulaires provinciaux sont unilingues anglais. Dans la capitale du Canada, on ne peut pas faire rédiger légalement un testament en français : seule la version anglaise peut être enregistrée au Bureau des documents legaux". Et ce continuer de la sorte le mémoire de ce pionnier du mouvement "C'est le temps".

Que la survie et l'évolution du fait français en Ontario soient donc pénibles, personne le conteste, et qu'un ressac anti-français montre de plus en plus son nez hideux ici et là aux pays n'est plus un secret. Voyons par exemple les pétitions signées par des dizaines de milliers de citoyens de Colombie-Britannique contre l'arrivée à Vancouver d'une station de télévision de langue française pour y desservir la minorité francophone et les autres citoyens qui connaissent et aiment le français. Pauvres concitoyens anglophones outre-Rocheuses, qui vont perdre un "canal" américain, pour faire place à cette station française pas déjà bien assurée à Vancouver...

D'un bout à l'autre du pays, même dans le Nord et l'Est ontarien, même en Acadie, le fait français est menacé, les effectifs francophones diminuent, la foi vacille ou disparaît chez les jeunes Canadiens français. On comprendra aisément alors que les lenteurs du Secrétariat d'Etat et certains changements d'organismes aient inquiété les minorités francophones hors Québec, et que celles-ci aient, avec à propos et intelligence, décidé de se regrouper afin d'exercer auprès du seul gouvernement - hors celui du Québec, et encore - au Canada, entendre le Fédéral, des pressions en bonne et due forme pour qu'un programme d'aide aux minorités soit redéfini clairement, structuré logiquement, puis appliqué prestement, tandis qu'il en est encore temps.

Ainsi, depuis le début de l'année, les dirigeants de la Fédération des Francophones hors Québec ont tenu des réunions, présenté un mémoire étoffé au Secrétariat d'Etat, et M. Hugh Faulkner, devant ce soudain ralliement, a promis de donner une réponse avant la fin de mars aux questions concrètes qui lui ont été posées par cette Fédération.

Nous aimerons souligner ici, en passant que le Secrétariat d'Etat, duquel relève l'aide aux minorités de langue française au Canada, même en même temps, et tambour battant, un programe dit d'aide au "multiculturalisme", mot affreux s'il en est un, mais qui signifie "aide aux minorités de langues non officielles au Canada. Cette aide ne devrait pas être dénoncée par les Canadiens français, à notre avis, car ce serait là un moyen sûr de se faire de nouveaux ennemis chez de nombreux compatriotes, les Néo-Canadiens. Mais en même temps il faut admettre deux choses : premièrement, que le Secrétariat d'Etat doit d'abord aider les minorités de langue officielle, si le bilinguisme à un sens au Canada; deuxièmement, que le dit Secrétariat d'Etat devrait s'interroger sur les conséquences à longue échéance que peut avoir, par exemple, le soutien de la langue allemande dans un pays où, déjà, deux nations vivent peu à l'aise côte à côte...

Mais revenons aux Francophones hors-Québec qui s'organisent. Cela est de bon aloi et bon signe pour l'avenir. Un exemple pris dans l'actualité illustre fort bien notre propos.

Ottawa a accueilli récemment le "Colloque des hebdos francophones hors-Québec". C'est justement le Secrétariat d'Etat qui subventionne ce congrès qui réunit des représentants des treize hebdomadaires francophones hors-Québec, des fonctionnaires du Gouvernement ainsi que des représentants de la presse hebdomadaire francophone québécoise et quelques observateurs.

Cette initiative est des plus heureuses et nous voulons la souligner comme un exemple patent de ce que des volontés francophones éparses peuvent faire, avec l'aide des autorités fédérales. Il est question à ce congrès de moyens pour aider la presse hebdomadaire francophone hors-Québec à s'améliorer, tant au point de vue du contenu que du contenant. On étudiera la possibilité d'obtenir des tarifs postaux préférentiels pour ces hebdomadaires; ou encore d'obtenir l'assurance d'une publicité minimale des ministères et organismes fédéraux et encore, d'échanges entre les divers hebdomadaires; et bien d'autres sujets encore.

Nous croyons que de telles initiatives, pratiques et intelligentes, méritent l'appui tangible et non pas vaporeux, du gouvernement fédéral d'abord, mais ensuite des Gouvernements provinciaux (si ce n'est pas rêver en couleurs); enfin, des milieux de presse canadiens - français et étrangers francophones, qui ont les moyens d'aider à la survie de la presse régionale canadienne-française hors-Québec, presse qui, avec la radio et la télévision va assurer la survie et le développement du Canada bilingue.

Les statistiques démographiques fédérales nous montrent que c'est le temps ou jamais...

(Tiré du Droit)


**FRENCH**

ALLIANCE FRANÇAISE DE TORONTO
Ecole de français international

COURS COMMENCANT LE 5 AVRIL

62-64 est, rue Charles Tel: 922-2014



Ayez bon coeur: servez-vous de vos jambes.

Marchez. Dès aujourd'hui.



Ministère des Transports
Centre de développement des transports
Montréal (Québec)

**AGENTS DE RECHERCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE**

Traitement: $20 742 - $27 779

Le Centre de développement des transports participe à toute une gamme de travaux de recherche et de développement dans le domaine des transports pour le compte du ministère des Transports et de l'ensemble de l'industrie des transports. Les candidats doivent avoir de l'expérience dans l'industrie des transports et (ou) de l'expérience dans la recherche en transports ou dans des domaines connexes. Le travail comporte la participation à des études techniques, économiques et sociales portant sur tous les modes de transports et tous les secteurs de cette industrie.

Prévisions technologiques
No de référence: 76-430-2 (41)

Fonctions
Effectuer des travaux visant à prévoir les tendances, les changements et les développements ainsi que leurs incidences possibles sur le réseau canadien des transports et fournir des conseils techniques sur l'utilisation des méthodes prospectives et des prévisions normatives ou autres.

Conditions de candidature
Détenir un diplôme en sciences économiques d'une université reconnue et avoir fait des études en génie ou en planification régionale; avoir de l'expérience dans le domaine de la planification et de l'exécution de projets multidisciplinaires comportant une certaine part de prospective technologique.

Prospective (études du futur)
No de référence: 76-430-3 (41)

Fonctions
Examiner et élaborer des méthodes de recherche ayant trait au futur et donner des conseils sur l'utilisation des techniques de prévision; collaborer à des études où entrent en ligne de compte des considérations d'ordre technologique, social et juridique sur les nouveaux besoins dans le domaine des transports.

Conditions de candidature
Diplôme en sociologie ou dans une discipline connexe d'une université reconnue et expérience dans la planification des transports ou dans un domaine connexe.

Economie des transports
No de référence: 76-430-4 (41)

Fonctions
Effectuer des recherches d'ordre économique sur les transports interurbains et régionaux relatives à des améliorations et à des perfectionnements qui seront apportés aux réseaux de transports de l'avenir. Intégrer ce travail à des projets de plus grande envergure et à des programmes élaborés par le Centre, coordonner et contrôler les travaux accordés par contrats à des conseillers. Donner des conseils et assurer la liaison dans le domaine de l'économie des transports.

Conditions de candidature
Diplôme en économie d'une université reconnue et études en commerce, en administration commerciale ou en technique industrielle; expérience des investissements, des études financières ou de l'administration de programmes de recherche et de développement d'ordre technologique dans le domaine des transports, ou encore du contrôle de projets importants.

Recherches sociologiques
No de référence: 76-430-5 (41)

Fonctions
Faire la collecte et l'évaluation de renseignements et de données sur les incidences psychologiques et sociologiques des nouvelles techniques en matière de transport sur les individus, les groupements et les communautés d'individus afin de cerner les facteurs humains dont il faut tenir compte lors de la conception et de l'implantation de nouveaux réseaux de transports.

Conditions de candidature
Maîtrise en sociologie d'une université reconnue et études ayant trait à la psychologie du travail, aux sondages et aux statistiques; expérience des études du comportement de l'Homme confronté avec les machines utilisées dans l'industrie des transports ou d'autres domaines.

***Exigences linguistiques***
*La connaissance du français et de l'anglais est indispensable. Les unilingues peuvent se porter candidats s'ils consentent par écrit à s'engager dans un programme de formation linguistique qui pourra, au gré de la Commission de la fonction publique, durer jusqu'à un an. La Commission s'assurera d'abord de leurs aptitudes linguistiques, puis déterminera le lieu des cours. La titularisation ne sera accordée que si le programme de formation se termine avec succès.*

***Comment se porter candidat***
Veuillez remplir le formulaire de demande d'emploi C.F.P. 367-4110 disponible dans les bureaux de poste, les centres de main-d'oeuvre du Canada et les bureaux de la fonction publique du Canada (un curriculum vitae, un relevé de notes des études universitaires ainsi que tous les documents pertinents peuvent être envoyés en même temps que votre demande d'emploi) et le faire parvenir à:

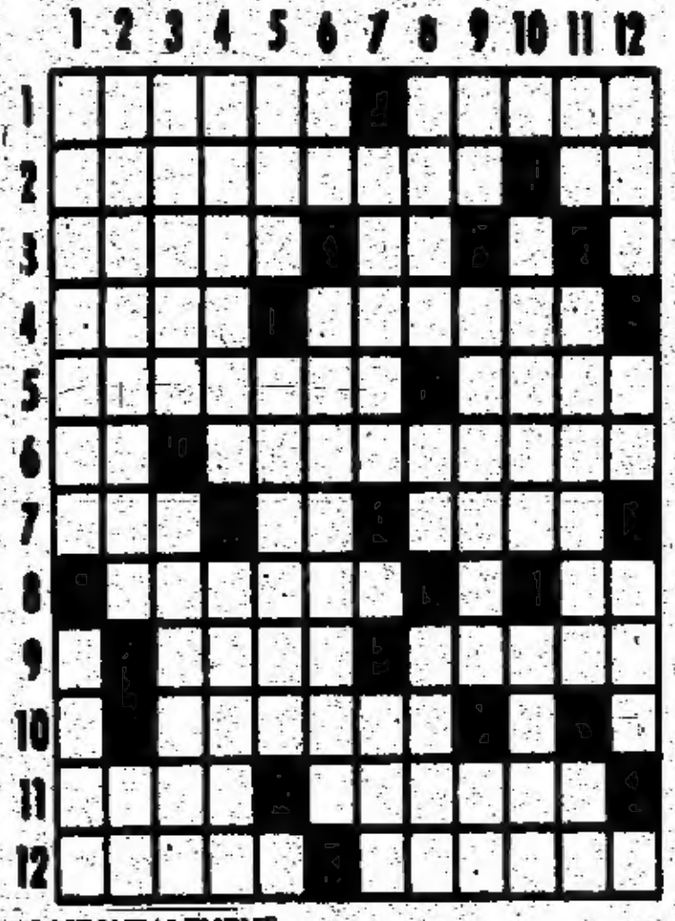
Programme socio-économique (Groupe ES)
Commission de la fonction publique du Canada
Tour ouest, Esplanade Laurier
300 ouest, avenue Laurier
Ottawa (Ontario) K1A 0M7

Date limite: le 1er avril 1976
*Prière de toujours rappeler le numéro de référence approprié.*

LA LIBRAIRIE CHAMPLAIN
82 CHURCH — TORONTO
364 4345

# mots croisés CHAMPLAIN

**LES RÉPONSES DOIVENT ÊTRE MISES À LA POSTE AVANT MINUIT LE 14 avril 1976** **problème: no 20**



**HORIZONTALEMENT**

1–Femme très malpropre. – Pantoufles laissant le talon découvert.
2–Afflictions. – Toi.
3–Remède purgatif. – De l'espagnol.
4–Prén. masc. – Qui appartient à l'enfance.
5–Empêcher de marcher. – Continent.
6–Consonnes. – Auront la sensation.
7–Saison. – Dialecte. – Xénon, moins une lettre.
8–Genre de conifères. – Notez bien.
9–Quote-part. – Sacrifice divin.
10–Famille de sportifs canadiens, (lutteurs).
11–Lieu de délices. – Opinion fausse.
12–Petit trait. – Exposera à l'air.

**VERTICALEMENT**

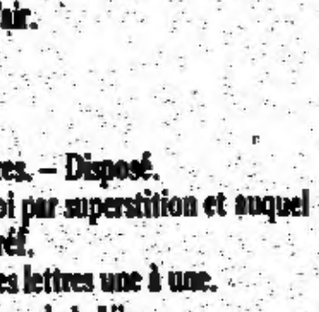
1–Genre d'insectes coléoptères. – Disposé.
2–Objet que l'on porte sur soi par superstition et auquel on attribue une vertu. – Préf.
3–Petit loir gris. – Appeler les lettres une à une.
4–Débauches de table. – Image de la Vierge.
5–Pointe. – Instrument à vent.
6–Reçu. – Longue pince pour arranger le feu.
7–Perd la vie. – Se dirigera.
8–Mélangés. – Neuf. – Femme qui a un enfant.
9–Usages. – Objet curieux. – Inf.
10–Animal à fourrure. – Etable à porc.
11–Conj. – Batistes très fines. – Route rurale.
12–Indubitable. – En matière de. – Beau.

GAGNANTS DU PROBLEME NO. 18

Marielle Allard Denis
Trenton, Ontario

Chantal Trajanovski
Toronto

Réponse du problème No. 18



**NOM:**.....
**ADRESSE:**.....
.....
**Tél:**.....

Envoyez vos réponses à Courrier Sud
**64 Est. Rue Charles, Bureau 204**
**Toronto, Ontario M4Y 1T1**

N'OUBLIEZ PAS QUE CHAMPLAIN EST LA PLUS IMPORTANTE DES LIBRAIRIES DE LANGUE FRANÇAISE EN ONTARIO

# Sérieuses accusations par Droit de Vivre

L'Association pour le Droit de Vivre, à Toronto, déplore la décision prise dernièrement par le United Way de cette ville, d'inclure le groupe de "planned Parenthood" aux oeuvres qui reçoivent les bénéfices de la campagne de charité.

Dans un massage adressé au président de United Way, M. Barrie Rose, la présidente de l'association du droit de vivre, Mme Laura McArthur, déclare qu'il est tragique qu'une agence qui réfère les cas pour avortement "ait été acceptée au nom de la communauté.

Mme McArthur accuse M. Rose de se servir d'euphémisme dans son langage, se servant d'expressions telles "une société pluraliste", de "vues et de valeurs divergentes", de "différentes philosophies" et de recouvrir complètement d'un vernis protecteur la vraie question, celle de l'avortement. "On se demande pourquoi celui-ci ne s'est jamais servi du terme "avortement" à moins qu'il sache très bien qu'un secteur important de la population ne peut accepter la destruction de la vie humaine d'innocents comme solution aux problèmes sociaux",

Mme McArthur explique que la raison d'être et l'objectif de l'organisation du Droit de Vivre est justement de promouvoir la protection de la vie d'être humains sans défense, y inclus ceux qui ne sont pas encore nés. Selon la présidente, United Way a choisi une voie d'action qui est destructive en endossant le meurtre de certains êtres humains comme solution aux problèmes économiques et sociaux.

Mme McArthur a demandé aux gens, à ses membres et aux supporteurs de son oeuvre de diriger ailleurs les dons qu'ils auraient autrement faits par l'intermédiaire du United Way.

Dans une conférence de presse à l'Hôtel Royal York, Mme McArthur avait annoncé que trois femmes avaient témoignées sous serment qu'elles avaient été référées à des cliniques d'avortement à Buffalo et Williamsville N.Y. par planned Parenthood, de Toronto.

Elle déclarait que tous les Canadiens, y inclus ceux qui ne sont pas encore nés, ont droit à la protection de la loi canadienne et que Planned Parenthood ne respecte pas les status canadiens. Elle demandait une enquête dans ces instances.

# Emissions locales à CBLFT 25

Voici quelques notes sur les émissions réalisées à Toronto et diffusées régionalement aux ondes de CBLFT, canal 25, pour la semaine du 20 au 27 mars.

Lundi, 22 mars, INTERCOM : Louis Arcand et Michel Desautels tracent un profil de leur invité.

Jeudi, 25 mars, SUR PLACE : Richard Joubert et ses collaborateurs suivent avec leurs téléspectateurs l'évènement-actualité de l'Ontario.

Du lundi au vendredi, à 18h30, à l'émission CE SOIR, ce sont les Nouvelles régionales, météo, avec Georges-Alexandre Gagnon, actualités ontariennes, avec Yves Blouin et Frédéric Geisweiller, et les sports avec Yves Fortier.

Georges-Alexandre Gagnon donnes les nouvelles régionales de 22h50, tandis que Yves Fortier décrit les évènements sportifs.

Epilation définitive de
• poils indésirables ... •
ALBEEN ELECTROLOSIS
1145 Birchmount Rd.,
(Sud de Lawrence)
Scarborough, Ont.
Tél:755-1940

LE JOURNAL QUI PENSE À SES LECTEURS

# CARRIERES ET PROFESSIONS

**OFFRE D'EMPLOI**

Grande maison d'édition RECHERCHE IMMEDIATEMENT des traducteurs de langue française "à la pige". Expérience en traduction - Connaissance du système d'éducation scolaire au niveau primaire (pour enfants). Communiquez avec Anne Patocka - 366-9993.

Grolier Limited
200 University Ave.,
Toronto, Ont.

# PETITES ANNONCES

Les petites annonces doivent parvenir à nos bureaux le mercredi. MINIMUM 20 MOTS, 12¢ par mot. Annonce encadrée 50¢ additionnel.

A VENDRE pour le printemps vêtements élégants pour dames faits à la main. Aussi échantillons. Prix allé-chants. Spéciaux chaque semaine. Appeler avant-midi 9-11 et après-midi 5-8. Mme Dubois (416) 920-6123.

PETIT COURRIER DU COEUR

Jeune homme cherche jeune femme (25-35) ans de langue française - seule ou avec enfants - aimant danse - cinéma - etc. But: sérieux. Ecrire à Courrier Sud Boîte 50.

**Bungalow à vendre - 3 chambres à coucher, salon, salle à manger, cuisine et salle de bain. Situé à Keswick à 100 mètres du lac (300 pieds) Façade de 75 pieds sur 150 pieds de profondeur. Prix demandé : $38,000. Tapis à la grandeur de la maison, chauffage à l'huile et foyer dans le salon. Près école française à Newmarket. Appelez: 476-2972.**

• • •

Guitare électrique, guitare basse et amplificateur à vendre. En très bon état. Appeler (416) 633-3847 et demander M. ou Mme Gaci.

L'ESPACE RESERVEE AU CONCOURS DE LA PERSONNALITE DE L'ANNEE EST COMMANDITEE PAR :
LA FEDERATION DES CLUBS SOCIAUX FRANCO-ONTARIENS, Jean Laneuville, président, Informations : 845-3033. Le bulletin de nouvelles de la Fédération - le TRAIT D'UNION vous parviendra si vous en faites la demande au président de la Fédération, à 240 Poplar Dr., Oakville, Ontario.

# Personnalité de l'Année

Michèle Ferney

Le concours de la personnalité de l'année, lancé par Courrier Sud bat son plein. C'est une façon de reconnaître le travail accompli par nos concitoyens de langue française en faveur de la Francophonie sud-ontarienne. Courrier Sud invite donc les gens à faire parvenir au journal, à 62, est, rue Charles, à Toronto, les noms de candidats pour cet honneur.

La remise du trophée Courrier Sud, au vainqueur aura lieu lors de la rencontre annuelle de la Francophonie du Sud de l'Ontario qui aura lieu à St. Catharines, les 4,5,6 juin. Nous faisons remarquer le changement de dates : dans le numéro précédent, nous avions annoncé les 11,12 et 13 juin, mais les organisateurs ont cru plus favorable d'endevancer la date d'une semaine.

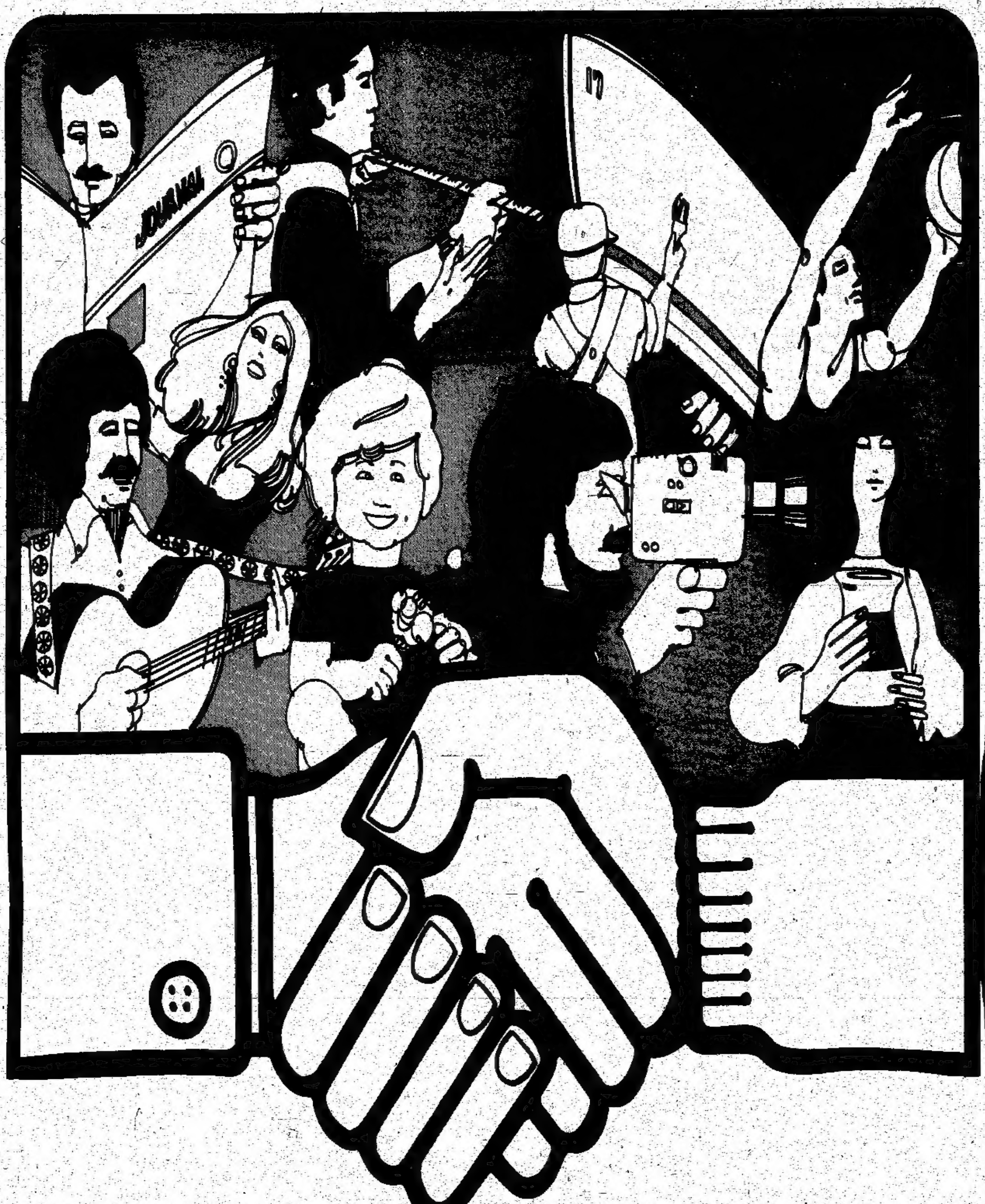
C'est au cours de cette rencontre qu'aura également lieu le concours Mlle Sud-Ontario. C'est la reine de l'an dernier, Mlle Michèle Ferney, qui offre ses meilleurs voeux aux candidats de cette année. Elle souhaite "bonne chance" à ces charmantes jeunes filles qui représenteront les clubs francophones de la région.

En fin, nous signalons que le seul moyen de faire une nomination au concours de la personnalité de l'année est de faire parvenir le nom de la personne, se servant du bon suivant :

**JE SUGGÈRE:** .....
**COMME PERSONNALITÉ FRANCOPHONE**
**POUR LES RAISONS SUIVANTES:** .....
.....
.....
.....
.....

**ADRESSEZ LE TOUT À:**
**COURRIER SUD**
64 est, Rue Charles,
Bureau 204, Tor M4Y 1T1

Nom:.....
Adresse.....
.....
.....
Tél.:.....



# un coup de main?

Le Secrétariat d'État, vous le savez, s'intéresse à toutes les initiatives visant à la promotion sociale et culturelle des minorités de langue officielle.

Mais saviez-vous que le Secrétariat d'État, par sa Direction des groupes minoritaires de langue officielle, fournit gratuitement le concours de personnes-ressources qui peuvent, par leurs conseils, leur sens de l'organisation et leurs connaissances, collaborer à la réalisation de tout projet de nature à susciter le développement de la communauté. Nos conseillers aident à formuler les projets, expliquent les mécanismes des programmes gouvernementaux, coordonnent différentes initiatives pour éviter la duplication et simplifient le cheminement administratif des projets.

Ils sont plus de 40 à travers le Canada, sans compter l'apport des spécialistes qu'ils peuvent engager et assigner à votre projet, si sa bonne réalisation le nécessite.

Rappelez-vous que tous vos projets nous intéressent, qu'ils soient de nature sociale ou culturelle, et que nous vous offrons gratuitement l'assistance de spécialistes qui vous aideront à formuler vos besoins.

Un coup de main? Communiquer avec nous! Nous sommes là pour ça.

**Pièce 810**
**55 est, Avenue St-Clair**
**Toronto, M4T 1M2**
**(416) 996-6554**

**Secrétariat d'État** **Secretary of State**

J. Hugh Faulkner
Ministre

J. Hugh Faulkner
Minister